

# Document

## Articles de presse de septembre 2012

### Table des matières

#### France

##### Social

- Contrat de génération: cadeaux aux patrons ! (05.09)
- Trois recrutements sur quatre sont des CDD. (06.09)
- Le gouvernement lance une vaste réforme du marché du travail. (08.09)
- Bernard Thibault : "*Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité*". (13.09)
- Déficit de la Sécu: la Cour des comptes demande une baisse drastique des dépenses. (14.09)
- Payer l'énergie, première difficulté des Français. (20.09)
- Coup d'envoi de la négociation sur la qualité de vie au travail. (22.09)
- L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "*attaqué par des lobbies*" (25.09)
- La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)
- Le chômage, une réalité condamnée à être sous-évaluée par la statistique. (28.09)

##### Economie

- Les OGM de Monsanto soupçonnés d'effets délétères sur la santé. (20.09)

#### International

##### Politique

- Israël, "*l'Etat le plus raciste du monde développé*". (01.09)
- Portugal: l'opposition menace de rompre le consensus autour du plan d'aide. (14.09)
- La Bulgarie renonce à l'euro. (18.09)
- Les bonnes affaires de Tony Blair. (19.09)
- Pourquoi l'Allemagne copine avec l'Ouzbékistan (19.09)
- Israël et USA pas touchés par le "*geste*" arabe sur le nucléaire. (22.09)
- Scandale financier en Italie: la "*gouverneure*" part, tempête sur le parti de Berlusconi. (25.09)
- Énorme scandale en Grèce : 3 hommes politiques seraient impliqués dans le blanchiment de 10 milliards d'euros (25.09)

##### Social

- Affaiblis, les syndicats US craignent une victoire de Romney. (04.09)
- Chômage: le taux d'inactivité des jeunes dans le monde va encore s'aggraver. (05.09)
- Ces Espagnols qui s'expatrient et emportent avec eux leur argent. (05.09)
- L'industrie de l'automobile pourrait perdre 10 usines et 80.000 emplois en Europe. (06.09)
- Les grecs manifestent contre la rigueur. (13.09)
- Grèce: l'austérité fait chuter le coût du travail (19.09)
- Italie: Mario Monti décidé à donner un coup de fouet à la compétitivité. (25.09)
- "*CleanIT*" : le nouveau projet qui va faire bondir les internautes (27.09)

##### Economie

- Zone euro: les premiers détails du plan de supervision bancaire dévoilés. (01.09)
- Etats-Unis: des fonds d'investissements soupçonnés de fraude fiscale. (03.09)
- Et le Honduras créa les villes privées. (07.09)
- La Commission européenne présente son plan d'union bancaire. (13.09)
- Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu. (15.09)

- Etats-Unis: des banques américaines visées par une enquête pour blanchiment. (17.09)
- D'où vient le traité budgétaire européen ? (19.09)
- L'Asie compte plus de riches que l'Amérique du Nord. (20.09)
- La crise a condamné un tiers des boutiques du centre d'Athènes. (25.09)

Un article du monde.fr du 31 août 2012

**Israël, "l'Etat le plus raciste du monde développé". (01.09)**

(Titre du Monde : *Israël secoué par le lynchage d'un Palestinien à Jérusalem.*)

Il est 22 h 30, jeudi 16 août. Une cinquantaine de jeunes Israéliens squattent la place Hahatulot, une zone animée du centre-ville de Jérusalem-Ouest. *"Chaque week-end, il y a ici une bagarre entre juifs et Arabes, dit un commerçant du quartier. C'est devenu une routine : ils viennent, crient 'mort aux Arabes' et cherchent des Arabes pour les frapper."*

Le scénario est bien rodé. Ce soir-là, une jeune fille disant avoir été violée par des Arabes crie des plaisanteries racistes et appelle à traquer et à attaquer des Palestiniens. Les jeunes gens éméchés s'engagent alors dans les rues du centre-ville, scandant *"un juif a une âme, un Arabe lui est un fils de p..."*, *"Si t'es un homme viens cogner les Arabes"* et *"Mort aux Arabes"*.

A une centaine de mètres de là, place Sion, la horde en furie tombe sur quatre Palestiniens de Jérusalem-Est, le secteur annexé de la ville, à majorité palestinienne. Djamal Joulani, 17 ans, n'a pas le temps de fuir. Il est roué de coups de poing et de pied et laissé pour mort, victime d'un arrêt cardiaque. Des centaines de passants ont observé la scène sans intervenir, selon la police.

Au chevet de la victime, le député du Likoud Reuven Rivlin a tiré la sonnette d'alarme face à ce qui n'est pas selon lui un cas isolé, mais *"le microcosme d'un problème national qui pourrait mettre en péril la démocratie israélienne"*. L'affaire a ainsi permis de souligner le racisme que peuvent vivre au quotidien des Palestiniens vivant des deux côtés de la ligne verte. *"Ce qui a eu lieu à Jérusalem a été couvert par les médias, mais des incidents surviennent chaque jour, dans des lieux où se trouvent des bars et des cafés, contre des jeunes Arabes qui veulent juste sortir et s'amuser"*, confirme ainsi Rabia Sagir, une Arabe israélienne de Haïfa, au Yedihot Aharonot.

Quelques heures avant le lynchage de Djamal Joulani, un taxi collectif palestinien avait été la cible d'une bombe incendiaire près de la ville palestinienne de Bethléem, dans le sud de la Cisjordanie. Le lynchage a toutefois davantage marqué les esprits que cette attaque. *"Des actes haineux, criminels, ont lieu en Cisjordanie en permanence. Aussi longtemps que ces actes se déroulent en Cisjordanie, le public israélien y est en général plutôt indifférent car c'est loin. Soudainement, deux ou trois actions violentes ont lieu en Israël et c'est le choc, car cela arrive près de chez soi. Cela, les gens ne peuvent pas le tolérer"*, analyse Gavriel Salomon, professeur émérite de psychologie éducative à l'université de Haïfa, en Israël.

Le choc est d'autant plus grand pour le public israélien que l'affaire met en lumière la radicalisation de la jeunesse. Quelques voix se sont élevées pour mettre ces incidents sur le compte de *"mauvaises graines"*, à l'instar de l'éditorialiste de droite du quotidien Ma'ariv, Ben Dror Yemini. Les jeunes auteurs du lynchage ont en effet le profil idéal : ils sont issus de familles religieuses, de droite voire d'extrême droite. Le principal suspect aurait été interné plusieurs fois en hôpital psychiatrique.

Mais, assure le Pr. Salomon, il y a bien une radicalisation de la jeunesse dans son ensemble et une généralisation de la violence. *"Un pourcentage croissant de jeunes pensent que les Arabes ne devraient pas avoir le droit de vote ou d'être élus à la Knesset"*, s'alarme-t-il. Le vice-premier ministre, Moshe Ya'alon, a lui-même reconnu que ces *"actes terroristes"* et ces *"crimes haineux"* étaient le résultat d'un échec moral et éducatif contraire aux valeurs juives. Un constat partagé par le ministre de l'éducation, Gideon Saar, qui a demandé aux professeurs de collège et de lycée de tout le pays de consacrer, lors de la rentrée scolaire, une heure à une discussion en classe sur ces événements. Or, estime Gavriel Salomon, il est impératif que soit mis en place rapidement un vaste programme de lutte contre le racisme et de promotion de la coexistence auprès des deux millions d'élèves du système éducatif israélien.

Pour de nombreux observateurs, le *"lynchage de Jérusalem"* est l'expression d'un mal qui ronge non seulement la jeunesse mais toute la société israélienne. *"Israël peut se targuer d'être l'Etat le plus raciste du monde développé"*, a ainsi lancé avec sarcasme l'écrivain israélien Sami Michael. *"Ne nous leurrons pas, la culture en Israël est déjà souillée depuis autant de temps que les courants extrêmes dans l'islam. Depuis le jardin d'enfants, nous transmettons à nos enfants un bagage de haine, de suspicion et de dégoût pour l'étranger, en particulier l'Arabe"*, a-t-il déclaré lors d'une conférence à l'université de Haïfa, relatée dans le

journal Haaretz (en hébreu). Ainsi, renchérit le journaliste israélien Gal Uchovsky, ces jeunes gens ne sont finalement que "le rejeton du monstre : de la culture des colonies, de la haine des Palestiniens et de la haine juive en général".

*"Le racisme a toujours existé, mais avant il n'était pas couplé à la violence ni considéré comme légitime. Aujourd'hui, racisme, violence et légitimité vont de pair et cela est un processus graduel qui n'est pas près de s'arrêter", alerte le Pr Gavriel Salomon. "Le fait d'avoir légitimé le recours à la violence en Cisjordanie induit que cette violence s'étende graduellement de l'autre côté de la ligne verte, explique-t-il. C'est désormais devenu légitime d'attaquer des migrants africains, de faire de la discrimination à l'encontre des étudiants éthiopiens, d'attaquer des Arabes dans la rue", dit-il.*

Les appels répétés du ministre des affaires étrangères, Avigdor Lieberman, à transférer les citoyens arabes d'Israël dans les Territoires palestiniens ou ceux, plus récemment, du ministre de l'intérieur, Eli Yishai, à expulser tous les migrants africains, participent, pour beaucoup, à cette légitimisation du racisme et de la violence. *"Les politiques mises en place par le gouvernement contribuent à cette situation. Leurs provocations et incitations à la haine ne sont pas prises au sérieux par la plupart des gens, mais par certains, oui, parce que cela reflète ce qu'ils pensent",* estime Gavriel Salomon. A tel point que Gal Uchovsky tisse *"un lien direct entre cet incident et la culture de la haine envers les Arabes que la droite cultive depuis des années. Quand le premier ministre met autant de temps à condamner et que l'opposition se tait, les auteurs du lynchage ne peuvent comprendre qu'une chose : les gens sont derrière eux".* (lemonde.fr 31.08)

Commentaire.

Gal Uchovsky, Eli Yishai et Gavriel Salomon ont bien résumé la situation, mais ils se leurrent s'ils estiment qu'un programme éducatif pourrait changer quelque chose, c'est la politique ultra réactionnaire de l'Etat sioniste envers les Palestiniens qui est l'unique cause du racisme. Ils n'ont pas compris que le racisme des sionistes était inséparable de l'existence de l'Etat d'Israël et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui.

## Un article de l'AFP du 31 août 2012

### Zone euro: les premiers détails du plan de supervision bancaire dévoilés. (01.09)

Le commissaire européen chargé du Marché intérieur, Michel Barnier, a dévoilé vendredi les premiers détails d'un plan de supervision bancaire ambitieux, qui concernerait l'ensemble des banques de la zone euro avec une mise en place progressive dès janvier 2013.

Ce plan, réclamé par des dirigeants européens pour limiter les risques systémiques posés par le secteur bancaire, s'appliquerait aux quelque 6.000 banques de la zone euro à partir du 1er janvier 2014, en dépit du souhait de l'Allemagne qui voulait le limiter à des institutions de grande taille.

Toutes les banques faisant l'objet d'un soutien public via le Mécanisme européen de stabilité (MES) seront concernées à partir du 1er janvier 2013, a déclaré vendredi M. Barnier au quotidien français Les Echos.

*"A cette date, théoriquement, la recapitalisation directe des banques par les fonds de secours sera donc possible", a-t-il souligné.*

La supervision sera ensuite étendue aux banques considérées comme systémiques puis, à compter du 1er janvier 2014, à l'ensemble des 6.000 banques de la zone euro.

Les banques systémiques sont des établissements financiers d'une taille, d'une importance sur le marché et d'une interconnexion mondiale telles que leur mise en difficulté ou en faillite pourrait sérieusement ébranler le système financier mondial.

*"Nous pensons qu'une vraie supervision intégrée doit être opérationnelle pour toutes les banques. Beaucoup de problèmes sont venus ces dernières années de banques non systémiques, comme Northern Rock, Dexia ou Bankia", a expliqué M. Barnier. Il a précisé néanmoins que "pour des tâches sans conséquences sur la stabilité financière, comme la protection des consommateurs, le superviseur national restera compétent".*

Mais le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, semble ne pas partager complètement ce point de vue. Dans une tribune dans le Financial Times également publiée vendredi, il juge *"de bon sens"* que le superviseur européen ne soit pas contraint de surveiller *"directement"* tous les établissements.

Dans un autre entretien, vendredi, à la Süddeutsche Zeitung, Michel Barnier se montre sur ce point plus nuancé que dans Les Echos.

Il explique que la Banque centrale européenne, pivot du système de contrôle européen, *"aura la responsabilité finale pour toutes les décisions"*, mais qu'elle devra aussi *"organiser la coopération avec les organes nationaux de supervision"* et *"pourra déléguer des missions"*.

*"Il est par ailleurs évident que nous (la Commission) ne pourrions pas fixer à l'avance tous les détails"*, a-t-il précisé au journal allemand.

Les banques allemandes sont divisées sur la supervision bancaire confiée à la BCE.

La fédération des banques privées, BdB, ne voit pas de mal à ce que l'institution de Francfort s'occupe de toutes les banques de la zone euro sans exception. Par contre, la fédération allemande des caisses d'épargne DSGV, qui regroupe 426 caisses, estime que seules les banques systémiques devraient faire l'objet d'une supervision européenne.

Interrogé au cours d'un point de presse à Bruxelles, le porte-parole de M. Barnier, Stefaan De Rynck, a laissé entendre que la BCE ne serait pas forcément amenée à superviser directement toutes les banques.

*"Il est clair que toutes les banques doivent être couvertes par un mécanisme de supervision unique, nous pensons que c'est important pour la crédibilité du système"*, a-t-il dit. Mais *"les tâches de supervision au jour le jour différeront selon les banques, et ce sera au mécanisme de supervision d'en décider"*.

Selon M. Barnier, le dispositif européen de supervision est une proposition "*historique*" pour l'approfondissement du projet européen et est "*essentiel pour retrouver une stabilité financière dont l'économie réelle a besoin*".

Pour éviter tout conflit d'intérêt avec les responsabilités de la BCE en matière de politique monétaire, la supervision relèvera d'un conseil "*distinct*" du conseil des gouverneurs, et son président "*rendra des comptes au Parlement européen, afin d'instituer un contrôle démocratique sur ce nouvel organisme*".

M. Barnier a souligné que cette supervision était une étape vers une union bancaire, "*un système plus intégré*" qui se traduira notamment par la mise en place d'une "*autorité européenne de résolution des crises bancaires*".

Commentaire.

BCE, lire Fed et non FMI contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là.

Aux Etats-Unis, qui bat la monnaie, qui distribue les bons et les mauvais points aux banques, qui distribue généreusement les dollars aux différentes banques ou institutions financières, qui fixe les taux d'intérêts, etc. ? Réponse : la Fed et non le FMI. Je peux me tromper, on va encore y réfléchir. La Fed joue un rôle au sein du FMI, de la même manière que différentes banques centrales jouent un rôle dans le FESF et demain le MES, on ne confond pas pour autant la Fed et le FMI.

Ils vont donc créer un "*conseil*", un organisme de plus non élu, dont la légitimité reposera sur le Parlement européen, dont la majorité des députés est favorable à l'Union européenne, donc à cette union bancaire et la boucle (dictature) est bouclée.

Pourquoi le Parlement européen est illégitime ? Parce qu'il est une création du capital pour servir ses intérêts. Mais encore. Dans ce cas-là tous les parlements nationaux sont illégitimes direz-vous. Oui et non à la fois, oui parce qu'ils ne peuvent (finalement) représenter que les intérêts de la classe des capitalistes, non parce qu'ils sont le produit du développement historique du capitalisme et de la lutte de classe.

Sur le plan historique, les parlements nationaux ont une certaine légitimité, ce qui n'est pas le cas du Parlement européen qui a été conçu pour instaurer une dictature de fer à l'échelle de tout un continent, qui s'ils parvenaient à leur fin, coïnciderait avec la négation de la lutte de classe, attention, pas sa fin.

Dit autrement, le Parlement européen a pour unique fonction de réduire en servitude ou esclavage la classe ouvrière, alors que les parlements nationaux sont le produit des rapports entre les classes au profit de la classe dominante.

On se posera la question du bien-fondé de la participation à l'élection des députés au Parlement européen. A mon avis il faudrait les boycotter, ce qui ne sera pas forcément le cas des élections nationales.

## Un article de l'AFP du 2 septembre 2012

### Etats-Unis: des fonds d'investissements soupçonnés de fraude fiscale. (03.09)

Plusieurs fonds d'investissements sont visés par une enquête des autorités de l'Etat de New York, qui les soupçonnent d'avoir mis en place une stratégie pour échapper à l'impôt, affirme samedi le *New York Times* sur son site internet, citant des personnes ayant connaissance de l'enquête.

Le journal cite parmi les fonds concernés KKR, TPG Capital, Sun Capital, Appolo Global Management, Siler Lake Partners et Bain Capital, une société fondée et dirigée pendant quinze ans par le candidat républicain à la Maison blanche Mitt Romney.

Le procureur général new-yorkais, Eric Schneiderman, a assigné au total "*plus d'une dizaine*" de fonds, afin d'obtenir des documents révélant s'ils ont transformé certains frais de gestion payés par leurs investisseurs en "*investissements*", beaucoup moins taxés, détaille le journal.

Ils auraient ainsi évité des centaines de millions de dollars d'impôts, selon le *New York Times*, qui précise que la pratique est fréquente dans le secteur, mais que les experts sont divisés sur sa légalité.

## Un article de Reuters du 3 septembre 2012

### Affaiblis, les syndicats US craignent une victoire de Romney. (04.09)

Affaiblis par la poussée conservatrice des dernières années, les syndicats américains joueront gros lors de l'élection présidentielle du 6 novembre, qu'ils considèrent comme la plus importante depuis 80 ans et la victoire en 1932 du démocrate Franklin Roosevelt.

Selon Richard Kahlenberg, chercheur associé à la Century Foundation, orientée à gauche, le programme adopté la semaine dernière par le Parti républicain est, de mémoire récente, le plus hostile au droit syndical jamais mis au point par le Grand Old Party.

Les républicains veulent notamment étendre à l'ensemble des Etats-Unis les lois "*right-to-work*", déjà appliquées dans 23 Etats, qui interdisent les cotisations obligatoires au syndicat d'une entreprise choisie par une majorité d'employés.

Dans son programme, le GOP ne soutient plus le droit des travailleurs à se syndiquer comme il le faisait auparavant et déclare que les négociations collectives dans le secteur public menacent les finances des Etats.

"*C'est une déclaration de guerre au travail*", résume Richard Kahlenberg.

La convention démocrate, qui s'ouvre mardi, débouchera certainement sur une plate-forme plus favorable aux syndicats. Mais le bilan du président sortant Barack Obama en matière de droit social a déçu les organisations de salariés.

La réforme de l'éducation "*Race to the Top*" mise en place en 2009 par le gouvernement, qui met les écoles en concurrence pour obtenir des subventions, est dénoncée par les syndicats d'enseignants. Elle insiste sur les tests d'évaluation et donne le beau rôle aux "*charter schools*", des écoles financées par les fonds publics mais non soumises à toutes les obligations des écoles publiques et autorisées à sélectionner leurs élèves.

"*Les démocrates nous ont trahis*", estime Betty Maloney, une enseignante à la retraite de Newark, dans le New Jersey.

Le choix du lieu de la convention démocrate, la ville de Charlotte en Caroline du Nord, où s'applique la loi "*right-to-work*" et où les syndicats sont parmi les plus faiblement représentés du pays, fait également grincer des dents.

Pour les syndicats, voter démocrate le 6 novembre ne sera pas un geste d'adhésion, mais bien plutôt un vote de rejet du candidat républicain Mitt Romney.

"*Pour moi, Mitt Romney représente la capitulation totale face aux intérêts des grandes entreprises qui ne veulent pas de syndicats dans ce pays*", juge Roberta Lynch, directrice adjointe d'un syndicat des employés des administrations locales.

"*Ce qu'ils craignent en cas de victoire de Romney, c'est de se faire briser les reins. C'est ce qui préoccupe les esprits*", explique Harley Shaiken, historien du droit du travail à l'université de Berkeley, en Californie.

D'autant que les syndicats sont en position de faiblesse. La représentation syndicale est aujourd'hui de 11,8% aux Etats-Unis, contre 28,3% en 1954, au plus fort du mouvement social, et plusieurs défaites politiques les ont laissés groggy.

Ainsi dans le Wisconsin, un de leurs bastions, les syndicats n'ont pas réussi, malgré seize mois de campagne, à obtenir le départ cette année du gouverneur républicain Scott Walker, qui a fortement réduit les négociations collectives dans le secteur public. Et l'Etat d'Indiana est devenu le premier Etat industriel à adopter une loi "*right-to-work*".



Le Labor Day, ce lundi, n'est donc pas source de réjouissance pour les défenseurs des salariés même s'il marque traditionnellement le coup d'envoi de la dernière ligne droite en vue de la présidentielle. Le seul syndicat AFSCME, celui des employés administratifs, compte dépenser 100 millions de dollars pour mobiliser ses adhérents d'ici au 6 novembre.

*"Un candidat, Romney, est opposé à leurs objectifs. L'autre, Obama, n'est qu'un ami des beaux jours qui demande qu'on le soutienne en disant: 'Je suis mieux que l'autre type. S'il gagne, ce sera pire.' Ce n'est pas vraiment un choix",* déclare Gary Chaison, professeur de droit social à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts.

## Un article de l'AFP du 4 septembre 2012

### **Chômage: le taux d'inactivité des jeunes dans le monde va encore s'aggraver. (05.09)**

L'avenir des jeunes chômeurs dans le monde, déjà durement touchés par la crise, va rester sombre, selon la dernière étude de l'OIT (organisation internationale du travail), publiée mardi à Genève.

Selon l'OIT, *"le taux de chômage parmi les jeunes va encore s'aggraver à l'échelle mondiale parce que les retombées de la crise de l'euro se propagent des économies avancées vers les économies émergentes"*, indiquent les experts de l'OIT.

Selon les prévisions de l'OIT, le taux de chômage des jeunes va s'élever en 2017 à 12,9%, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de 2012 (12,7%).

Ce sont les jeunes d'Afrique du Nord et du Moyen-orient qui sont le plus touchés par le chômage, avec une prévision de taux de chômage de 27,5% en 2012 en Afrique du Nord et de 26,4% au Moyen-Orient.

A moyen-terme, d'ici 2017, le taux de chômage des jeunes dans le monde devrait s'élever à 12,9%. En Afrique du Nord, ce taux devrait s'élever à 26,7% et au Moyen-Orient à 28,4%.

*"Même dans les pays qui enregistrent des signes précoces de reprise de l'emploi et où des postes vacants s'ouvrent, de nombreux jeunes chômeurs ont du mal à décrocher un emploi"*, relève l'OIT.

*"Cela conduit au découragement et à l'augmentation du taux de ceux qui ne sont ni au travail, ni scolarisés ni en formation parmi les jeunes"*, a relevé Ekkehard Ernst, l'auteur principal du rapport et responsable de l'Unité des tendances de l'emploi de l'OIT.

Pour sortir les jeunes chômeurs de la précarité, l'expert préconise le recours à des systèmes de garanties d'emploi et à la priorité accordée à la formation. Cela pourrait *"contribuer à sortir les chômeurs de la rue pour les intégrer à des activités utiles, leur offrant une protection contre de nouvelles tensions économiques"*, a-t-il estimé.

Selon l'étude, ces garanties pour les jeunes n'auraient qu'un faible coût dans les pays européens, estimé à moins de 0,5% du PIB.

*"En période de restrictions budgétaires, cela peut sembler une lourde charge additionnelle, mais elle sera inférieure aux coûts supplémentaires qu'engendre l'éloignement durable des jeunes chômeurs ayant perdu contact avec le marché du travail"*, selon l'étude de l'OIT.

## Un article de l'AFP du 4 septembre 2012

### Contrat de génération: cadeaux aux patrons ! (05.09)

(Titre de l'article de l'AFP : *Contrat de génération: des aides aux entreprises de moins de 300 salariés*. J'ai modifié le titre car il ne correspond pas à la réalité.)

Le ministre du Travail Michel Sapin a adressé mardi aux partenaires sociaux le document d'orientation sur le contrat de génération, qui offrira des aides financières aux entreprises de moins de 300 salariés.

Le contrat de génération - promesse emblématique de la campagne de François Hollande visant à coupler l'embauche de jeunes (16-25 ans) en CDI et le maintien des seniors (plus de 57 ans) en activité - revêtira deux visages différents en fonction de la taille de l'entreprise.

Il se présentera comme un contrat individuel dans celles de moins de 300 salariés, qui représentent 66% des emplois, selon le ministère. Ces dernières toucheront deux aides forfaitaires de 2.000 euros annuels (pendant trois ans pour le jeune, jusqu'à sa retraite pour le senior), pouvant s'ajouter aux allègements déjà existants pour les bas salaires, en deçà d'1,6 Smic.

"*Pour les très petites entreprises, une modalité particulière permettant de conclure un contrat de génération en présence d'un chef d'entreprise senior et d'un jeune embauché en CDI*" a été prévue, précise également le document.

Pour les entreprises de plus de 300 salariés, le contrat de génération prendra en revanche la forme d'un accord collectif qui devra être négocié dans chaque entreprise, faute de quoi elles seront soumises à sanctions.

"*Ce sera alors aux partenaires sociaux de définir le contenu de cet accord*", a précisé un proche de Michel Sapin. Cet accord se substituera aux plans seniors, obligatoires depuis 2009.

Pour ces grandes entreprises, aucune aide n'est prévue. Mais si l'accord n'était pas conclu avant le 30 septembre 2013, les récalcitrantes perdront une partie des allègements de cotisations sur les bas salaires et seront soumises à une pénalité égale à 1% de la masse salariale.

Le choix d'un accord collectif pourra aussi être fait dans les entreprises de moins de 300 salariés dotés de représentants du personnel.

Avec ce double dispositif, qui limite les aides financières aux entreprises de moins de 300 salariés et n'offre qu'un risque de sanction à celles de plus de 300, le gouvernement espère limiter les effets d'aubaine.

A partir de ce document qui trace l'architecture du dispositif, les partenaires sociaux sont appelés à négocier dans les prochaines semaines les "*modalités concrètes d'application*" avant la fin de l'année. Suivra un projet de loi qui sera débattu au Parlement début 2013.

L'objectif avancé par l'exécutif est de 500.000 contrats sur le quinquennat, pour un coût estimé entre 2 et 3 milliards par an.

Contrairement aux emplois d'avenir, présentés le 29 août au Conseil des ministres, ciblés sur les jeunes non qualifiés et le secteur non-marchand, ces contrats concerneront "*tous les jeunes et toutes les entreprises*", a insisté mardi Michel Sapin devant la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

"*Les entreprises, les grandes comme les petites, sont prêtes à se saisir de cette belle idée pour l'adapter à la réalité des situations professionnelles ou sectorielles*", avait assuré vendredi avec confiance le président François Hollande.

## Un article d'Atlantico.fr du 4 septembre 2012

### Ces Espagnols qui s'expatrient et emportent avec eux leur argent. (05.09)

Au mois de juillet, les Espagnols ont retiré l'équivalent de 75 milliards d'euros de leurs banques.

Les Espagnols inquiétés par la crise qui frappe leur pays, sont nombreux à extraire leurs capitaux et leurs dépôts de la péninsule ibérique. Certains font même le choix de s'expatrier. En juillet, ils ont retiré 75 milliards d'euros de leurs banques. Cette somme record correspond à 7% de la production économique du pays.

La fuite des dépôts reflète un problème plus large, celui de la fuite des capitaux. Selon une récente étude de la banque Nomura, les capitaux ayant fui le pays représente 50% du PIB sur les trois derniers mois. Il s'agit pour la plupart de capitaux étrangers mais les Espagnols commencent aussi à transférer leurs économies dans des banques étrangères.

Cette tendance a débuté milieu de l'année dernière et s'est accélérée malgré l'engagement européen d'injecter 100 milliards d'euros dans le système bancaire espagnol. Mais le plus inquiétant est ce phénomène touche désormais une partie de l'élite entrepreneuriale et éduquée, las du manque d'opportunité dans un pays où le chômage touche 25% de la population active. L'année dernière ce sont 30 000 espagnols qui se seraient enregistrés pour travailler au Royaume-Uni, des chiffres qui pourraient être plus élevé si l'on comptait les travailleurs non déclarés.

*"Les plus aisés ont déjà retiré leur argent du pays. C'est désormais le tour des professionnels et des classes moyennes d'emporter leur argent en Allemagne et à Londres", estime José García Montalvo économiste à l'université de Barcelone. Et il se pourra bien que les plans de sauvetage européens n'y fassent rien. En Grèce, malgré les sauvetages successifs, un tiers des dépôts bancaires du pays a été retiré depuis 2009. Tant que l'économie sera morose, les espagnols ne seront pas rassurés.*

## Un article de [lexpansion.com](http://lexpansion.com) du 5 septembre 2012

### Trois recrutements sur quatre sont des CDD. (06.09)

**Plus de 80% des entreprises de plus de 50 salariés ont recours au CDD plutôt qu'au CDI. C'est dans le tertiaire que le taux est le plus élevé.**

Les trois quarts des recrutements effectués en 2011 l'ont été en contrat à durée déterminée (CDD), selon une étude du ministère du Travail publiée mercredi. C'est dans les établissements de 50 salariés ou plus que le recours au CDD est le plus fréquent (80,8%), tandis qu'il est un peu plus faible dans ceux de 1 à 9 salariés (72,2%). Les embauches en CDD sont particulièrement fréquentes dans le tertiaire (78,9%), qui arrive en tête devant l'industrie (63,7%) et la construction (53,3%).

L'enquête de la Dares (direction des études du ministère), qui se penche sur les "*mouvements de main d'oeuvre*" au sein des établissements d'un salarié ou plus, souligne également que trois quarts des CDD d'au moins un mois arrivés à terme en 2011 ont duré six mois ou moins. En terme de sortie de l'emploi, les fins de CDD constituent le principal motif (sept sur dix), loin devant les démissions et les licenciements. A noter que trois licenciements sur quatre sont des licenciements pour des motifs autres qu'économiques.

Le taux de rotation moyen de la main d'oeuvre (ou "*turn-over*", qui constitue une moyenne des taux d'entrées et de sorties dans les établissements) est de 51,7%, tiré à la hausse par le tertiaire (64%). Dans certains secteurs, des taux très élevés sont observés. C'est notamment le cas dans les arts et spectacles, dans l'édition et l'audiovisuel ou encore dans l'hôtellerie et la restauration. A contrario, dans le secteur des activités informatiques, les mouvements de main-d'oeuvre sont bien moins nombreux: le recrutement en CDI y est la norme, avec trois embauches sur quatre. Le taux de rotation est globalement plus élevé dans les entreprises de 1 à 9 salariés.

Si on considère le profil des travailleurs, les mouvements de main d'oeuvre concernent davantage les jeunes, mais aussi les femmes et les ouvriers non qualifiés et employés. En termes géographiques, les taux de rotation les plus importants sont observés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Bretagne et dans le Limousin. Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace connaissent en revanche un "*turn-over*" plus faible.

## Un article de l'AFP du 5 septembre 2012

### L'industrie de l'automobile pourrait perdre 10 usines et 80.000 emplois en Europe. (06.09)

Entre cinq à dix usines automobiles pourraient fermer et jusqu'à 80.000 emplois disparaître dans les deux à trois ans en Europe de l'Ouest où la demande est en berne et les sites de production ne tournent pas à plein, estime mercredi le cabinet spécialisé Roland Berger.

*"Depuis 2007, le marché automobile européen subit une forte baisse et tout particulièrement le segment milieu de gamme",* relève Roland Berger dans cette étude réalisée en juillet.

Les ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires du segment *"milieu de gamme"* en Europe et en Turquie, le plus important, ont reculé de 23% sur la période à environ 12,5 millions d'unités, selon leurs calculs.

Celles de modèles à bas coûts (marques Dacia, Chery, Hyundai-Kia et Chevrolet) ont en revanche progressé de 40% et celles dans le *"premium"* et le haut de gamme (BMW, Mercedes, Audi, Lexus, Infiniti, DS) n'ont reculé que de 14%.

Par conséquent, les usines qui fabriquent des modèles de milieu de gamme ne tournent pas à plein. La situation est particulièrement vraie en Europe de l'Ouest, alors que *"la base de production européenne s'est déplacée en Europe de l'Est"* depuis les années 2000, rappelle l'étude.

La production de voitures et d'utilitaires en France dans le milieu de gamme a ainsi reculé de 28% entre 2007 et 2012.

Cette situation entraîne une *"surcapacité industrielle sur le milieu de gamme (qui) menace jusqu'à 10 usines et 80.000 emplois"* en incluant la sous-traitance la fabrication de moteurs en Europe de l'Ouest, selon l'étude.

*"Le retour à un taux d'utilisation des capacités normal impliquerait la fermeture d'environ 10 usines, chez les constructeurs les plus touchés: cinq à court terme et potentiellement cinq supplémentaires si la tendance de marché perdure"*.

Le français PSA Peugeot Citroën a déjà annoncé la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, en région parisienne. Des usines d'Opel, filiale de l'américain General Motors et de Fiat paraissent aussi menacées.

*"A part Volkswagen et Ford, les autres constructeurs affichent des taux de productivité dans leurs usines qui sont insoutenables et le marché ne va pas se redresser",* relève Max Blanchet, consultant senior chez Roland Berger, à l'AFP, en parlant de GM et d'Opel, de PSA Peugeot Citroën et Renault et de Fiat.

Pour lui, les fermetures devraient intervenir dans les deux à trois ans à venir.

Cette situation s'explique par la crise économique mais surtout par *"une tendance structurelle de fond": "le nombre de kilomètres parcourus a tendance à baisser à cause du prix du carburant, les gens gardent plus longtemps leurs véhicules et c'est pour ça que le parc vieillit"*, explique M. Blanchet.

Un article lepoin.fr du 6 septembre 2012

### Et le Honduras créa les villes privées . (07.09)

#### Ces "*cités modèles*" seront régies par leurs propres lois, pour le plus grand bonheur des investisseurs... et de leurs habitants ?

Les investisseurs étrangers régneront sans partage sur les cités privées qui sont sur le point de voir le jour au Honduras (photo d'illustration). © Imaginechina / AFP ImageForum

Trois "*villes modèles*" vont voir le jour au Honduras. Des cités privées, qui selon les propres dires du président, Porfirio Lobo Sosa, ne connaîtront pas la délinquance, et seront érigées "*sur un territoire autonome doté d'un meilleur système d'éducation et de santé*". Une utopie des temps modernes ? Rien n'est moins sûr.

Depuis mardi, tout est devenu concret : un mémorandum d'accord a été signé entre le gouvernement du Honduras et des investisseurs privés pour la construction de ces trois villes privées. Ces "*régions spéciales de développement*" (RED) disposeront chacune de leurs propres lois, tribunaux, police, gouvernement, écoles et autres infrastructures médicales, tout en jouissant d'un système fiscal autonome de celui du reste du pays. Des exceptions à la Constitution approuvées par le gouvernement l'année dernière. Seules les règles qui régissent les relations extérieures subsisteront dans ces zones.

Ces dispositions, qui visent à faciliter l'installation d'entreprises nationales ou étrangères, sont censées créer des milliers d'emplois dans un environnement qui ferait abstraction du passé, dont on aurait fait table rase. Corruption, trafic de drogue, instabilité politique, criminalité et pauvreté inclus. Un bien beau tableau, en vérité !

Surexploitation

Le Honduras a suivi les recommandations d'un économiste enseignant à l'université de Stanford, Paul Romer, qui préconise la création de ce qu'il nomme des "*charters cities*". Selon lui, "*ce qui fait obstacle au développement des pays pauvres, ce sont les mauvaises normes imposées par les États aux investisseurs, ainsi découragés*". Il ne fait aucun doute que les investisseurs seront ravis de pouvoir s'installer au coeur des Amériques, en contournant les dangers des canaux de Suez et du Panama, tout en profitant du traité de libre commerce signé entre le Honduras, les États-Unis et le Canada. Selon une interview de Romer dans le quotidien *Heraldo*, ces villes devraient être un moteur de croissance pour l'ensemble du pays et une oasis de bonheur pour ses habitants. Mais s'agit-il vraiment d'un "*rêve américain [qui] frappe à la porte du Honduras*", comme le titrait en février 2011 le journal *La Prensa* ?

Au Honduras, le projet - soutenu depuis ses débuts par la Banque interaméricaine de développement - ne fait pas l'unanimité. Le président du Congrès du Honduras, Juan Orlando Hernandez, assimile ces nouvelles villes à des maquilas, ces usines de sous-traitance connues pour leur surexploitation de la main-d'oeuvre et leurs entraves à la présence des syndicats, comme le rapporte le journaliste Maurice Lemoine dans *Le Monde diplomatique*.

Nombreux sont les pays en grande difficulté économique qui, avant le Honduras, n'ont d'ailleurs pas été convaincus par Romer. Comment faire le bonheur des citoyens si ce sont leurs patrons qui dirigent en toute impunité cet État dans l'État ? Sans système fiscal contraignant, comment les gouvernements de ces villes vont-ils parvenir à dispenser l'éducation et les soins plus performants qu'ils ont promis ? Les investisseurs vont-ils d'eux-mêmes les financer dans le seul but d'améliorer la vie et le confort de leurs hôtes ? Des habitants qui ne seront d'ailleurs pas autorisés à manifester. Car les syndicats n'auront pas droit de cité : Romer prévoit dans sa théorie que les mécontents n'auront qu'à partir, sous peine d'être poursuivis par la police... privée. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

## Un article de l'AFP du 7 septembre 2012

### Le gouvernement lance une vaste réforme du marché du travail. (08.09)

Le gouvernement a donné vendredi le coup d'envoi de l'épineuse négociation qui devra, d'ici à mars 2013, proposer une épineuse réforme en profondeur du marché du travail et atteindre un "équilibre gagnant-gagnant" entre protection des salariés et souplesse laissée aux entreprises.

Dans un document d'orientation, le ministère du Travail demande aux syndicats (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC) et au patronat (Medef, CGPME, UPA) de clore la négociation "sur la sécurisation de l'emploi" au "plus tard en mars 2013" et, "dans la mesure du possible", "avant la fin de l'année 2012".

En préambule, il les invite à inventer une "voie" entre la "+déréglementation+ et +sur-réglementation+" qui permette de "concilier" la "protection et l'accompagnement des salariés", "les marges d'adaptation des entreprises (...)" et "un haut niveau de dialogue social" dans l'entreprise.

Le texte de quatre pages, soigneusement pesé, met sur la table tous les sujets sensibles mais évite les mots qui fâchent. Comme le gouvernement l'espérait, tous les partenaires sociaux iront donc négocier.

Le Medef a mis fin au suspense en saluant "un schéma de négociation ouvert" répondant aux vœux de "simplification" et "de souplesse" des entreprises. La CGPME ira aussi "dans un esprit constructif", mais "vigilant".

Pour le leader de FO Jean-Claude Mailly, qui avait menacé de ne pas participer si apparaissait le mot "flexibilité", la négociation sera "très difficile". Ce document est une "usine à gaz", a-t-il dit.

La CGT prévient qu'elle restera "attentive" car le texte "ne ferme pas la porte aux revendications patronales" alors que sans surprise la CFDT a salué des thèmes "pertinents" et la CFTC une "bonne base pour négocier".

Que le CDI redevienne la norme Le ministre Michel Sapin les appelle tous à faire preuve d'"audace" pour parvenir à un "équilibre gagnant-gagnant" dans quatre domaines: "lutter contre la précarité", "anticiper les évolutions", "améliorer les dispositifs de maintien de l'emploi face aux aléas conjoncturels" et "améliorer les procédures de licenciements collectifs".

Alors que trois recrutements sur quatre s'effectuent désormais en CDD, le gouvernement souhaite que le contrat à durée indéterminée (CDI) "redevienne la forme normale d'embauche" et suggère d'introduire une "modulation des taux de cotisation" en fonction du contrat.

Sur les licenciements collectifs, la négociation devra "clarifier et sécuriser les procédures en favorisant le traitement le plus en amont possible", avec notamment un rôle "plus important" des services de l'Etat, mais "sans revenir à l'autorisation administrative de licenciement", inacceptable pour le Medef.

Les licenciements boursiers, fustigés par François Hollande durant la campagne, ne sont pas évoqués, confirmant que le gouvernement ferme la porte à une loi spécifique pour préférer "une disposition universelle qui couvrira toutes les situations de licenciements", précise-t-on dans l'entourage du ministre.

L'obligation de vendre un site rentable au lieu de le fermer fera en revanche l'objet d'une loi à part, quelle que soit l'issue de la négociation.

Le document suggère aussi de renforcer le rôle des représentants du personnel dans les entreprises "en amont" afin de prévenir les plans sociaux. Et comme la dernière réforme, de 2008, la négociation devra mieux "sécuriser les parcours professionnels" des salariés.

Les accords de sauvegarde de l'emploi, que Nicolas Sarkozy voulait faciliter pour permettre aux entreprises de passer des caps difficiles, repartiront sur de nouvelles bases, avec des "garanties juridiques pour les salariés et les entreprises", et en parallèle, un dispositif d'activité partielle à "unifier".



Aboutir en quelques mois est "*ambitieux*", reconnaît-on dans l'entourage du ministre. Et si d'aventure la négociation échouait, "*le gouvernement aura plénitude pour légiférer*", prévient-on.

Commentaire.

Eh bien, qu'il légifère !

Un syndicat ouvrier n'a pas sa place dans ce genre de réunion qui affiche en préambule que les intérêts des capitalistes valent bien ou plutôt mieux que ceux des travailleurs, puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir !

## Un article de Reuters du 12 septembre 2012

### La Commission européenne présente son plan d'union bancaire. (13.09)

La Commission européenne a franchi un nouveau pas mercredi vers une union bancaire en proposant que la Banque centrale européenne (BCE) supervise l'ensemble des banques de la zone euro, un préalable à un renforcement de l'intégration budgétaire au sein de la zone, censé mettre un terme à la crise des dettes souveraines.

Dans son discours annuel sur l'Etat de l'Union, le président de l'exécutif communautaire, José Manuel Barroso, a proposé que la BCE supervise les quelques 6.000 banques de la zone euro et qu'elle prenne donc le pas sur les autorités prudentielles nationales existantes.

Cette réforme, qui doit être approuvée par les Etats-membres de l'UE, vise à rompre le lien entre les Etats et leur système bancaire et à éviter que des pays déjà lourdement endettés ne soient entraînés dans des difficultés plus grandes encore du fait des éventuels besoins de renflouement de leurs établissements de crédit.

*"La crise a montré qu'alors que les banques étaient devenues transnationales, les réglementations et la supervision étaient restées nationales", a déclaré José Manuel Barroso devant les parlementaires européens. "Nous devons aller vers des décisions de supervision communes, à savoir au sein de la zone euro."*

*"Le mécanisme unique de supervision présenté aujourd'hui créera une architecture renforcée avec un rôle central pour la BCE", a-t-il dit. "Il s'agira d'une supervision pour toutes les banques de la zone euro".*

Le projet de constitution d'une véritable union bancaire suppose des abandons de souverainetés de la part des Etats, une perspective qui suscite la suspicion de certains responsables politiques et économiques dans plusieurs pays.

#### BERLIN SCEPTIQUE, LONDRES CRITIQUE

La Grande-Bretagne a déjà annoncé qu'elle resterait à l'écart du projet, même si de nombreuses banques basées à Londres et disposant d'importantes activités dans la zone euro sont affectées par un éventuel changement des règles.

Londres s'inquiète aussi de voir la BCE, enhardie par ses nouveaux pouvoirs, favoriser une évolution de la réglementation bancaire qui affaiblirait le rôle de la City comme principal centre financier européen. Des inquiétudes partagées par d'autres pays, non membres de la zone euro, comme la Suède.

*"Nous avons dit qu'une union bancaire pour la zone euro doit aussi respecter l'intégrité du marché unique pour l'ensemble de l'Union européenne", a déclaré un porte-parole du Trésor britannique. "Nous ferons en sorte que l'accord sur l'union bancaire assure cela."*

Afin d'éviter que ces craintes ne compromettent le projet dès le départ, la Commission a suggéré de créer un mécanisme de vote particulier entre les régulateurs de l'ensemble de l'UE qui permettrait de contrebalancer l'influence de ceux des pays de la zone euro.

*"Nous voulons absolument éviter que ne se développe le sentiment que ce que nous faisons signifie que les membres et les non-membres de la zone euro seraient confrontés à des intérêts et à un ordre du jour différents", a déclaré un responsable de l'UE.*

#### TROIS ETAPES

Trois étapes sont prévues dans le projet de la Commission : l'octroi des pouvoirs de surveillance à la BCE pour toutes les banques de la zone euro et pour celles, dans l'Union européenne mais hors zone euro, qui le souhaitent ; l'établissement d'un fonds pour fermer les banques faillies ; la mise en place d'un mécanisme pour protéger les dépôts des citoyens dans toute la zone euro.

Le transfert de la supervision bancaire à la BCE permettrait aussi au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de recapitaliser directement des banques, ce qui pourrait bénéficier à l'Espagne et à son secteur financier.

Le gouvernement espagnol, auquel ses partenaires européens ont proposé d'apporter jusqu'à 100 milliards d'euros pour renflouer son système bancaire, a salué le projet de la Commission.

Son adoption donnerait à la BCE le pouvoir de réglementer, de sanctionner et éventuellement de fermer des banques au sein de la zone euro.

Les nouveaux pouvoirs de la BCE pourraient aussi lui permettre de surveiller étroitement la situation de liquidité des banques et de leur imposer des règles plus dures en matières de fonds propres pour faire face à des pertes potentielles.

Parvenir à un accord sur les modalités de mise en oeuvre du projet s'annonce toutefois difficile et le délai fixé par les dirigeants européens d'une entrée en vigueur de l'union bancaire au début de l'année prochaine risque de ne pas être tenu.

L'Allemagne a déjà fait part de son opposition à une supervision de l'ensemble des banques de la zone euro par la BCE. Pour Berlin, la banque centrale ne sera pas en mesure de surveiller les 6.000 établissements concernés. La Commission réplique que même de petites banques peuvent déclencher des crises, rappelant l'exemple de Northern Rock en Grande-Bretagne.

Le projet prévoit un étalement de la réforme de la supervision sur un an et précise que la BCE pourrait commencer à superviser la moitié des banques de la zone euro dès la mi-2013.

## Un article l'expansion et AFP du 12 septembre 2012

### Les grecs manifestent contre la rigueur. (13.09)

Tous sont concernés : Maires, employés municipaux, instituteurs, médecins, militaires... Quelques milliers de Grecs ont manifesté mercredi à Athènes, sur fond de grèves sectorielles et de débrayages contre les nouvelles économies prévues par un plan négocié avec l'UE et le FMI. Le plus gros cortège était celui des fonctionnaires municipaux, protestant en début d'après-midi contre une réduction des subventions publiques, s'élevant selon Christos Kortzidis, le maire d'Hellenikon, dans la banlieue d'Athènes "à plus de 65% depuis 2009".

#### Les mairies au bord de la cessation de paiement

Cela met les mairies qui assument de nombreuses prestations sociales "au bord de la cessation de paiement", a-t-il affirmé à l'AFP, alors que les services municipaux doivent rester fermés jeudi. "Il n'y a plus de budget pour nous payer", se plaignait Irini Kontou, 41 ans, puéricultrice, qui a déjà vu son salaire réduit de 40% au fil des deux plans d'austérité déjà administrés au pays surendetté. La réduction du financement des collectivités locales est l'une des mesures discutées entre Athènes et la troïka représentant ses bailleurs de fonds pour atteindre l'objectif de 11,5 milliards d'économies budgétaires en 2013 et 2014.

Médecins, dont les salaires sont menacés de nouvelles réductions et les patients de manque de soin, et enseignants dénonçant la grande misère de l'éducation publique, ont aussi battu le pavé mercredi pour dénoncer le nouveau tour de vis. La grève de 24H annoncée dans les écoles primaires le jour même de la rentrée semblait toutefois peu suivie, tandis que l'activité de grands hôpitaux d'Athènes était normale. Le ministre de l'Education, Constantin Arvanitopoulos, a reconnu que ni les moyens ni les salaires n'étaient "à la hauteur de la mission", mais jugé que les enseignants devaient avoir conscience de leur "devoir national".

#### Un pas vers l'extrême pauvreté

"Ca devient un peu obsolète ces grèves, il faudrait trouver un autre moyen de réagir", soupirait au départ du défilé Eva, 36 ans, professeure d'arts plastiques, au salaire passé de 1.200 à 900 euros. "Ils nous poussent vers l'extrême-pauvreté" proclamait une banderole, "Santé gratuite pour tous", une autre. Après les policiers, pompiers et garde-côtes la semaine dernière, des centaines de militaires, dont certains en tenue, ont également manifesté en fin d'après-midi dans le centre-ville. "Non au bradage de la patrie", proclamait leur principale banderole.

"On n'en peut plus, actuellement je gagne 19.000 euros par an après plus de 20 ans dans le service, et avec les nouvelles coupes prévues, mes revenus vont baisser à 17.000 euros", explique le capitaine Mihalis Daskalakis, 43 ans, père de deux enfants. "Avant la crise, en 2009, je gagnais 24.000", dit-il. Il s'agit de la deuxième manifestation des militaires depuis 2010, début de la crise de la dette, en dépit de l'interdiction de principe d'activité syndicale dans leur corps. Toutefois, une association pour réclamer leurs droits avait été alors créée, ce qui leur permet de descendre dans les rues.

## Un article du Monde du 12 septembre 2012

**Bernard Thibault : "Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité". (13.09)**

### **L'agenda du redressement, présenté par François Hollande le 9 septembre, est-il la marque d'une politique de rigueur ?**

Ne jouons pas sur les mots. Un nouveau cap renvoie à deux ans l'aspiration au changement, au motif que le redressement, c'est maintenant. Cela génère beaucoup de déceptions, même si personne ne conteste l'ampleur de la crise. Mais c'est bien parce que celle-ci est majeure qu'elle appelle un débat sur la nature des solutions nationales et européennes pour en sortir. L'agenda du président sera très difficile à faire passer socialement. Du fait des coupes dans le budget de l'Etat, les fonctionnaires qui n'ont pas de progression indiciaire toucheront cette année un salaire inférieur à celui de 2011 ! La précarité et la pauvreté s'étendent partout.

L'efficacité supposée du schéma du président fait débat, en particulier l'objectif prioritaire des 3 % de PIB de déficit public dès 2013. Loin de résoudre la situation, il risque d'accroître le mal. Dans un tel environnement, je ne crois absolument pas à la possibilité d'inverser en un an la courbe du chômage.

### **Vous aviez appelé à voter pour M. Hollande. Faites-vous partie des déçus du hollandisme ?**

Ce n'est pas une question de déception. La CGT a été le syndicat le plus impliqué dans les échéances politiques de 2012 sur la base du bilan très antisocial de Nicolas Sarkozy. Nous avons dit que le changement de président de la République était l'une des conditions du changement pour les salariés, sans être une assurance tous risques pour la satisfaction de nos revendications. Le débat reste entier sur la nature des réformes à engager.

On l'a vu, il y a eu deux séquences depuis l'élection de François Hollande : la séquence préparatoire à la conférence sociale des 9 et 10 juillet et la séquence actuelle, marquée par une opération de lobbying du patronat, l'omniprésence gouvernementale à l'université d'été du Medef et la tonalité de l'intervention du chef de l'Etat dimanche. Le gouvernement semble ne pas vouloir prendre de décisions qui fâchent le Medef. Je n'avais pourtant pas constaté que l'organisation patronale avait été une alliée de la gauche...

### **Que pensez-vous du document d'orientation sur l'emploi ?**

Les feuilles de route qui encadrent les négociations sociales sont symptomatiques de cette nouvelle séquence. Il faut les apprécier à l'aune des ambitions du candidat Hollande, à savoir faire de la démocratie sociale l'un des leviers de l'action politique. Mais celle-ci ne peut pas être un refuge pour des pouvoirs publics qui renonceraient à agir ou considéreraient que seul ce qui fait consensus doit être appliqué. Or ces feuilles de route ménagent la chèvre et le chou.

Faire reculer la précarité, refaire du contrat à durée indéterminée la norme pour l'embauche, accroître les cotisations des employeurs qui recourent trop aux contrats précaires, à tout cela, nous disons banco ! Mais, en contrepartie, ce document reprend une partie de la théorie patronale qui voit dans les droits des salariés et les obligations des entreprises des pesanteurs et des rigidités. Il s'en tient à une approche qui était celle des accords de compétitivité-emploi.

### **Sur la sécurisation de l'emploi, êtes-vous prêt au "compromis historique" auquel appelle le président ? Ou jouez-vous un accord gagnant (syndicats)-perdant (patronat) ?**

Il est toujours imprudent de qualifier un accord avant même qu'il ait été négocié. Sauf à penser qu'il serait déjà rédigé par le nouveau duo de la rentrée, le Medef et la CFDT ! Nous nous impliquerons sans réserve dans toutes les négociations. Le pacte générationnel proposé ne doit pas être uniforme.

Sur la sécurisation de l'emploi, nous récusons l'idée selon laquelle les entreprises ont besoin de plus de souplesse, alors qu'elles font des salariés une variable d'ajustement. La précarité des emplois, qui est énorme, est la première souplesse pour les employeurs. J'y mets aussi les 900 000 ruptures

conventionnelles, subies à 80 %, qui sont pour les salariés un vrai marché de dupes. Et l'on exigerait encore plus de souplesse au nom de l'emploi !

### **Qu'êtes-vous prêt à négocier avec le patronat ?**

Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité. Il faut s'intéresser aux choix de gestion des entreprises, à ce qu'elles font de leurs marges, à leurs efforts d'innovation et de recherche, bien inférieurs à ceux des entreprises allemandes. J'attends toujours un bilan sur l'utilisation des 183 milliards d'aides publiques annuelles... Les entreprises ne peuvent pas revendiquer plus de souplesse sans être réellement coresponsables du parcours professionnel de leurs salariés.

Nous portons la revendication d'une Sécurité sociale professionnelle négociée au niveau interprofessionnel et dans les branches, alors que le Medef ne conçoit le droit qu'entreprise par entreprise. Ces débats sont fondamentaux. C'est pourquoi nous appelons à la mobilisation le 9 octobre sur l'emploi et l'avenir de l'industrie.

### **Le gouvernement se résigne, sur la base du rapport Sartorius, à la fermeture du site PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Qu'en pensez-vous ?**

Nous attendons le rapport commandé par le comité central d'entreprise. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on sait que des activités de PSA sont menacées. Pour l'avoir dit, la CGT a été beaucoup critiquée. Bien d'autres entités industrielles sont en danger. La gauche a opté pour le volontarisme avant d'afficher des postures dites plus raisonnables. Mais, sans volontarisme, que sera le redressement productif ? En matière industrielle, l'impuissance publique ne date pas d'hier. Face à des groupes internationaux qui vandalisent des savoir-faire parfois uniques en Europe, les salariés ne comprennent pas que les responsables politiques soient démunis. Il faut rééquilibrer les pouvoirs dans l'entreprise. Le changement, c'est aussi donner à de nouveaux acteurs – les salariés en l'occurrence – des moyens de façonner la société !

### **Vous avez dénoncé le traité budgétaire européen, qualifié d'"antisocial". Etes-vous prêt à demander un référendum ?**

Notre objectif principal est de créer les conditions pour une non-ratification du traité par la France, quelle que soit la procédure. Nous sommes au diapason de la Confédération européenne des syndicats. La CGT participera à toutes les initiatives unitaires, sur le plan local.

### **Avec la CFDT, les divergences l'emportent ?**

La CFDT compte sans doute sur son statut d'interlocuteur privilégié pour renforcer sa renommée. Nous n'en avons pas besoin, à la CGT, pour être sûrs de notre influence. Il faut accepter des différences d'appréciation, voire des divergences. Faire l'impasse sur elles, ce ne serait pas rendre service aux salariés sur des questions qui les concernent très directement. Nous ne nous refusons pas le dialogue avec la CFDT.

### **Vous avez innové sur votre succession en choisissant la transparence, mais vous n'avez pas été suivi sur le choix de votre candidate. Est-ce un échec ?**

Je n'ai pas cherché à innover pour me retrouver dans la situation dans laquelle nous sommes. En ce sens, c'est un échec. La méthode n'était pas répréhensible. Ce qui l'a été, c'est la mise en compétition de plusieurs candidats, ce qui est nouveau et peut-être destructeur. La CGT n'est pas un parti politique ou une association. Elle a vocation à s'appuyer sur l'unité des salariés pour améliorer leur quotidien. Cette conception du syndicalisme est incompatible avec la mise en concurrence de candidats. On ne joue pas à "MasterChef" !

### **Où en est le processus engagé ?**

Nous nous emploierons, dans les prochaines semaines, à créer les conditions pour que le comité confédéral national des 6 et 7 novembre puisse élire le futur secrétaire général. Ce devrait être possible, car il n'y a pas de fractures, en interne, sur la nature de notre démarche syndicale.

## **C'est une bataille d'ego ?**

En partie.

Commentaire.

Son alignement sur le patronat figure dans le titre.

## Un article de l'AFP du 13 septembre 2012

### Déficit de la Sécu: la Cour des comptes demande une baisse drastique des dépenses. (14.09)

Restreindre les dépenses d'assurance maladie à +2,4% par an, mieux contrôler les arrêts maladie, durcir la fiscalité des retraités : ce sont quelques uns des remèdes prescrits par la Cour des comptes pour réduire le déficit de la Sécu qui se creuse à nouveau en 2012.

"Aucun de nos voisins européens n'accepte un tel déficit de ses comptes sociaux", a déclaré Didier Migaud, premier président de la Cour, en présentant le rapport annuel de la Cour de près de 600 pages sur l'application de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Ce rapport, qui analyse chaque année l'application de la loi de financement de la Sécurité sociale, note que "*la trajectoire de réduction des déficits marque le pas*". Le déficit 2012 du régime général devrait être supérieur à celui prévu il y a un an : 14,7 milliards d'euros (pour 332 milliards de dépenses) contre 13,8 milliards.

Après un record en 2010 à 23,9 milliards, le déficit du seul régime général était tombé à 17,4 milliards en 2011. Et les deux plans de rigueur successifs du gouvernement Fillon devaient le ramener sous la barre des 14 milliards.

Ce ne sera pas le cas et le budget rectificatif estival du gouvernement Ayraut n'empêchera pas le fameux "*trou de la Sécu*" de se creuser à nouveau. D'où le message appuyé de l'institution: "*l'essentiel du chemin pour parvenir à l'équilibre des comptes sociaux reste à faire*".

"*Notre protection sociale comporte (...) d'importantes marges d'efficience*" ajoutent-ils.

#### Pas d'équilibre du régime des retraites en 2017

Parmi les mesures à prendre, la cour estime que l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam), dont la progression "*naturelle*" est d'environ 3% par an doit être drastiquement baissé à 2,4% de 2013 à 2017 pour un retour à l'équilibre.

En 2012 il avait été baissé pour la première fois à 2,5% par le gouvernement précédent - il devrait d'ailleurs être respecté, pour la troisième année consécutive - mais pour 2013, l'exécutif socialiste l'a remonté à 2,7%.

A 2,7%, pas d'équilibre des comptes avant 2019, toutes choses égales par ailleurs estime la Cour.

Pour que les dépenses baissent, il faut s'attaquer aux gisements d'économies, les fameuses "*niches*" sociales et fiscales que la Cour dénonce régulièrement.

La Cour recommande cette année de mieux réguler les remboursements par la Sécu des charges sociales des médecins, continger les transports sanitaires des patients (où les fraudes sont nombreuses), et mieux contrôler les indemnités journalières qui ont progressé de plus de 50% depuis 2000.

Pour la fiscalité, elle souhaite une rationalisation de la cinquantaine de taxes diverses, la plupart sur la consommation, qui représente maintenant 12% des recettes de la Sécu à côté de la CSG (16%), le reste provenant des cotisations patronales et salariales.



La Cour propose d'aligner le taux de CSG de 49% des pensions de retraite (6,6%) sur celui appliqué aux salaires des actifs (7,5%) et de supprimer certains abattements sur l'impôt sur le revenu des anciens.

Elle souhaite aussi la réforme de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) et le complément du mode de garde en tenant compte des revenus.

Elle préconise de faire passer la CRDS (Contribution pour la réduction de la dette sociale de 0,50% à 0,56% pour financer les 9 milliards de déficit en 2012 des branches maladie et famille. La dette sociale culminait à 147 milliards fin 2011.

Enfin la Cour prévient que sans mesures nouvelles le régime des retraites ne reviendra pas à l'équilibre en 2017, comme prévu, et qu'il lui manquera 9 milliards par an à partir de 2018.

## Un article de l'AFP du 13 septembre 2012

### Portugal: l'opposition menace de rompre le consensus autour du plan d'aide. (14.09)

Le chef du Parti socialiste portugais, principale formation d'opposition, a menacé jeudi de rompre le consensus politique autour des réformes et des mesures d'austérité mises en oeuvre en contrepartie de l'aide internationale accordée en mai 2011.

Le chef du PS, Antonio José Seguro, a annoncé en particulier que son parti voterait contre les nouvelles mesures d'austérité prévues dans le budget 2013.

*"Je ne serai jamais complice de cette politique. J'ai décidé que le PS voterait contre le budget d'Etat" 2013, a-t-il déclaré dans une allocution diffusée à l'heure des journaux télévisés.*

M. Seguro a précisé qu'il soumettrait cette proposition à la Commission nationale de son parti.

La déclaration du chef de l'opposition intervient après l'annonce par le gouvernement d'un renforcement de l'austérité pour l'année prochaine, comprenant notamment une hausse des impôts sur le revenu et une augmentation des cotisations salariales, accompagnée d'une baisse des charges patronales dans le but de favoriser l'emploi.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est dit prêt à "moduler" ces nouvelles mesures, afin de limiter leur impact auprès des personnes à bas revenus, "au cours de négociations avec les partenaires sociaux".

*"Mais ces mesures sont nécessaires pour que le Portugal puisse respecter son programme" d'assistance internationale, a-t-il expliqué dans un entretien accordé jeudi soir à la télévision publique RTP.*

*"Dans le cas contraire, nous risquons de nous retrouver dans la situation d'autres pays européens, contraints, dans un délai de deux ou trois mois, de négocier un nouveau programme avec la troïka (UE-FMI-BCE), assorti de conditions beaucoup plus graves", a-t-il ajouté.*

Jusqu'à présent le Parti socialiste, qui était au pouvoir lorsque l'aide internationale a été demandée en avril 2011, avait soutenu les mesures d'austérité reprochant toutefois au gouvernement de centre droit, qui lui a succédé, d'aller au-delà des recommandations des bailleurs de fonds.

De leur côté, les créanciers du Portugal ont toujours estimé que le consensus politique autour du plan d'aide était un élément clé de sa réussite.

*"Le gouvernement a échoué sur toute la ligne et il veut répéter l'erreur l'année prochaine aggravant davantage les sacrifices ... C'est une politique sans avenir qui va nous conduire à l'appauvrissement", a estimé M. Seguro précisant que si le gouvernement ne renonçait pas aux nouvelles mesures son parti présenterait une motion de censure.*

Le chef du PS n'en a pas moins réaffirmé son intention de respecter les engagements internationaux du Portugal. *"J'ai bien conscience de la situation difficile de mon pays et des engagements extérieurs que nous avons pris. Je me suis engagé à les respecter et je les respecterai jusqu'au bout", a-t-il déclaré.*

L'année dernière, le Parti socialiste, s'était abstenu lors du vote du budget 2012 qui avait été adopté sans problème grâce à la majorité confortable dont la coalition de centre droit dispose à l'Assemblée.

Avant le responsable socialiste, le chef du patronat portugais Antonio Saraiva avait vivement critiqué les nouvelles mesures d'austérité, joignant sa voix à la vague de critiques qui a accueilli les nouvelles mesures d'austérité.

Commentaire.

Gesticulation. Quand le parti social-libéral portugais était au pouvoir il avait soutenu les mesures d'austerité préconisées par la troïka, et maintenant qu'il est minoritaire ils les condamnent, autrement dit quand cela ne lui coûte rien et ne changera rien... comme il est rappelé lors du vote du budget 2012.

Les pires opportunistes vont se jeter sur cette déclaration : voyez comme il est bien ce parti, au côté des travailleurs, un vrai parti ouvrier !

Heureusement qu'Antonio José Seguro a ajouté : *"J'ai bien conscience de la situation difficile de mon pays et des engagements extérieurs que nous avons pris. Je me suis engagé à les respecter et je les respecterai jusqu'au bout"*. Gageons à une fois de plus ceux qui le citeront *"oublieront"* ce rappel. C'est aussi de cette manière qu'ils manipulent les militants.

Commentaire d'un internaute.

- *"Le PS portugais a la même attitude que le français ! Il dénonce la rigueur du gouvernement en place mais en même temps promet à ses partenaires internationaux de respecter les engagements budgétaires de son pays vis à vis de la troïka !*

*Cela signifie qu'il désire s'emparer du pouvoir pour ensuite faire la même politique de rigueur que l'Europe et la crise imposent !"*

Vous avez presque tout compris...

## Un article de l'AFP du 14 septembre 2012

### Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu. (15.09)

La banque centrale américaine (Fed) a pris le risque jeudi d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu en décidant de créer encore de la monnaie en masse pour tenter d'accélérer la baisse du chômage.

La Réserve fédérale des Etats-Unis va plus loin qu'elle n'a jamais été. En décidant de racheter des titres adossés à des créances immobilières émis par les organismes de refinancement hypothécaire parapublics (Fannie Mae et Freddie Mac), elle revient à des mesures prises à l'automne 2008 quand l'économie américaine était en chute libre.

Mais quand il y a quatre ans elle s'engageait à racheter un montant fixe de titres, elle prévoit cette fois-ci d'en racheter pour 40 milliards de dollars par mois jusqu'à ce qu'elle observe une "amélioration soutenue" du marché du travail, et d'augmenter la dose tant que ce résultat ne sera pas atteint.

La Fed estime que son action, en pesant sur les taux à long terme, contribuera à hâter la reprise du marché immobilier, mais ça n'est pas son objectif premier.

Autre différence majeure par rapport à 2008, ces nouveaux rachats viennent après deux phases d'"assouplissement quantitatif", qui l'ont vu injecter dans le circuit financier 2.300 milliards de dollars créés à partir de rien, et risquent donc de compliquer encore la normalisation future, repoussée à un horizon toujours plus lointain, de la politique monétaire américaine.

Pour les économistes du cabinet RDQ Economics, le président de la Fed, Ben "*Bernanke emmène d'autorité la politique monétaire américaine toujours plus loin en terre inexplorée*".

Leur confrère Michael Gapen, de Barclays Capital, qualifie d'"*audacieux*" le nouveau cap de la banque centrale. Par le passé, note-t-il, les investisseurs "*avaient une connaissance assez concrète du montant total des achats (de la Fed) et du délai dans lequel ces rachats seraient réalisés. (...) Le nouveau programme de rachat, à durée indéterminée, leur fournit moins de renseignements à l'avance*".

#### Fuite en avant

Par bien des aspects, le nouveau cap de la Réserve fédérale s'apparente à une fuite en avant. Les économistes de la maison de courtage Nomura, estiment que compte tenu de la conjoncture, la Fed n'aura pas de sitôt les 3,0% de croissance du PIB sur plusieurs trimestres nécessaires à la "*baisse soutenue du chômage*" qu'elle espère.

Par conséquent, la banque centrale devra presque inéluctablement augmenter ses rachats sur les marchés, probablement dès le mois de janvier.

La Fed a également adopté jeudi une position de principe peu conforme à l'orthodoxie des banques centrales en s'engageant à maintenir une politique monétaire ultra-accommodante "*pendant un temps considérable*", même "*après le renforcement de la reprise*".

M. Bernanke a expliqué à demi-mot que la Fed était comme contrainte de passer à l'offensive dans la mesure où elle est actuellement la seule à pouvoir agir, le Congrès étant totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques.

"*Nous essayons simplement de faire évoluer l'économie dans la bonne direction*", a-t-il dit, mais la politique monétaire n'est pas "*la panacée*" aux problèmes du pays.

Joel Naroff, de Naroff Economic Advisors, "*soupçonne que (les dirigeants de la Fed) ont décidé ces actions d'une nature très agressive par crainte de voir la modeste croissance actuelle (...) capoter à cause d'un Congrès aux abonnés absents*".

Reste à en connaître les effets sur la croissance et l'emploi. Nombre d'analystes estiment aujourd'hui qu'ils risquent d'être limités.

## Un article de l'AFP du 16 septembre 2012

### Etats-Unis: des banques américaines visées par une enquête pour blanchiment. (17.09)<

Plusieurs banques américaines, dont JPMorgan et Bank of America, sont visées par une enquête menée aux Etats-Unis sur des circuits de blanchiment d'argent qui auraient pu financer le trafic de drogue ou des activités terroristes, affirme le New York Times samedi.

*"Les autorités fédérales et locales enquêtent sur quelques-unes des plus grandes banques américaines qui auraient failli dans leur surveillance de transferts d'argent liquide (...), une faille qui pourrait avoir permis à des trafiquants de drogue et à des terroristes de blanchir de l'argent sale",* indique le quotidien, citant plusieurs sources anonymes.

Selon le journal, il s'agirait d'une des *"actions anti-blanchiment les plus poussées"* depuis des dizaines d'années aux Etats-Unis.

Les autorités n'ont pas encore achevé leurs investigations mais elles sont *"tout près"* d'engager des actions contre JPMorgan et examinent les activités passées de plusieurs autres géants du secteur, dont Bank of America, soutient le New York Times.

Interrogées par le quotidien, JPMorgan comme Bank of America n'ont pas souhaité faire de commentaires.

JPMorgan a déjà été dans le collimateur des régulateurs américains en 2011 pour avoir possiblement enfreint le régime de sanctions économiques imposées par les Etats-Unis à Cuba et à l'Iran, rappelle le quotidien.

Récemment, les autorités américaines ont mis à l'index plusieurs grandes banques européennes dont certaines filiales aux Etats-Unis auraient illégalement commercé avec des pays frappés par des sanctions.

Accusée d'avoir mené des transactions illégales avec l'Iran, la banque britannique Standard Chartered a été contrainte de verser une amende de 340 millions de dollars à la mi-août pour ne pas être interdite d'exercer à Wall Street.

La Royal Bank of Scotland (RBS) serait également visée par une enquête de la Banque centrale des Etats-Unis (Fed) et du département de la Justice pour de possibles violations du régime de sanctions américaines contre l'Iran, avait déjà affirmé le New York Times à la fin août.

Commentaire.

Ignoreraient-ils que l'argent n'a pas d'odeur ? Impossible à la place qu'ils occupent... Il faut bien que le bas peuple ait l'impression de vivre dans une démocratie... avec en permanence un pistolet pointé sur la tempe.

## Un article du monde.fr du 15 septembre 2012

### La Bulgarie renonce à l'euro. (18.09)

"Je ne vois actuellement aucun bénéfice à entrer dans la zone euro, seulement des coûts", a expliqué le ministre des finances, Simeon Djankov, au Wall Street Journal, le 3 septembre. "A raison, le public veut savoir pour qui nous devons payer si nous entrons. C'est trop risqué pour nous et il n'est pas évident de savoir quelles sont les règles et ce qu'elles seront dans un an ou deux."

Sous l'autorité du premier ministre Boïko Borissov, la Bulgarie ne s'en sort pas si mal, en comparaison avec ses voisins du sud de l'Europe. Le pays a enregistré une croissance de 1,7 % en 2011, qui devrait être inférieure cette année. Comme l'a souligné la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), surtout, son déficit budgétaire a été réduit à 2,1 % de son PIB par le truchement d'une baisse drastique des retraites et des salaires dans le secteur public. La monnaie nationale, le lev, est très solide. Du coup, le ministre-président Borissov se permet même de faire la leçon aux autres dirigeants européens, qui n'auraient pas le courage de prendre les "décisions difficiles" qui s'imposent. "C'est comme un enfant gâté qui refuse d'aller chez le dentiste pour remédier à sa mauvaise haleine", expliquait-il au Wall Street Journal.

Sofia n'est pas la seule capitale à se replier sur sa monnaie. Tandis que l'Estonie a déjà rejoint la zone euro début 2011 (après la Slovénie en 2007 et la Slovaquie en 2009), la Lettonie et la Lituanie ne sont plus pressées de suivre son exemple. Plus question de calendrier précis : leurs dirigeants attendent de voir comment la crise va se dénouer, alors que le continent menace de plonger dans une récession longue.

Pays plutôt vertueux en matière de finances publiques, à l'économie dynamique malgré un ralentissement depuis le début 2012, la Pologne a elle aussi baissé ses aspirations de plusieurs tons. Conscient que l'opinion publique est de moins en moins favorable à l'UE et à sa monnaie unique, le gouvernement de centre droit de Donald Tusk renvoie à plus tard la perspective d'une entrée dans la zone euro.

Jacek Rostowski, le ministre des finances polonais, emploie souvent la même image à ce sujet, devant les journalistes : celle du chantier. "Je n'aimerais pas emménager dans une maison où des éléments architecturaux, c'est-à-dire des éléments essentiels de la rénovation, n'ont pas été réalisés ; où le danger existe qu'un mur nous tombe dessus."

Le danger cependant pour la Pologne est d'être reléguée dans une Europe bis, de subir les décisions qui auront été négociées dans la zone euro. Comme l'expliquent certains économistes polonais, la phase de croissance spectaculaire qu'a traversée la Pologne ces dernières années reposait notamment sur l'importance des fonds structurels de l'UE. Cette phase-là s'achève. La Pologne devra donc trouver une nouvelle impulsion, avec ou sans l'euro. "Paradoxalement, expliquait l'économiste Ryszard Petru sur son blog le 14 août, la nouvelle division de l'Europe entre Nord et Sud nous est bien plus favorable que celle entre Est et Ouest. Il faut en profiter."

Commentaire.

Attention à ne pas se méprendre sur les intentions des dirigeants bulgares, ils rejoindront la zone euro quand tous les pays les auront imités en procédant à une "baisse drastique des retraites et des salaires dans le secteur public".

## Un article lemonde.fr du 18 septembre 2012

### Les bonnes affaires de Tony Blair. (19.09)

Fini l'époque où les anciens premiers ministres européens consacraient les six premiers mois de leur retraite à écrire leurs Mémoires avant de passer leur temps sur un terrain de golf ou de s'occuper d'organisations caritatives ! De nos jours, ils se tournent vers les affaires, avec tous les problèmes d'éthique et de conflits d'intérêts que cela pose. Tony Blair est l'exemple vivant de cette symbiose pas toujours très saine entre la politique et la finance qui ouvre la porte à toutes les compromissions.

Plus d'un million de livres (1,24 million d'euros) d'honoraires pour trois heures de travail : telle est la colossale commission perçue par Tony Blair pour avoir servi d'intermédiaire entre le géant suisse du négoce des matières premières Glencore et le Qatar. Glencore avait annoncé en février lancer une OPA (80 milliards de dollars, soit 63 milliards d'euros) sur le groupe minier helvétique Xstrata, dont l'émirat est le deuxième actionnaire. Confronté à l'hostilité du fonds souverain Qatar Holding à ce coup de Bourse, le directeur général de Glencore, Ivan Glasenberg, appelle en catastrophe l'ex-premier ministre travailliste (1997-2007). "*Par pitié, faites quelque chose pour séduire le Qatar.*" Tony Blair, qui a fondé sa très prospère société de conseil, téléphone sans plus attendre à son ami, Hamad Ben Jassim Al-Thani, premier ministre de l'émirat gazier et patron de Qatar Holding. A l'issue de cette conversation, rendez-vous est pris à Londres entre les deux parties.

Le cheikh émirati ne peut rien refuser à l'ex-locataire du 10 Downing Street qui est aussi le représentant du Quartet au Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU). M. Blair est également conseiller international de la banque d'affaires américaine JPMorgan avec des émoluments de 2,5 millions de livres par an. JP Morgan conseille la proie Xstrata. Dans la soirée du 7 septembre, M. Glasenberg, Cheikh Hamad et M. Blair se retrouvent dans une suite du palace londonien Claridge's protégée par une porte doublement matelassée. Rien ne filtre sur la teneur de ces entretiens.

A l'évidence, M. Blair sait monnayer son entregent considérable et son carnet d'adresses imposant, en particulier au Moyen-Orient et dans les pays de l'ex-URSS. Le succès de son intervention est aussi dû au fait que les Qataris ont besoin d'améliorer leur image de prudents investisseurs à long terme ternie par le scandale des conditions de sauvetage, à l'automne 2008, de la Barclays. Le bureau des fraudes graves vient d'ouvrir une enquête sur le versement présumé par la banque britannique de pots-de-vin à certains membres de la famille régnante qatarie.

Par ailleurs, l'ancien chef du gouvernement, qui avait oeuvré à l'instauration d'une réglementation financière peu contraignante dès son arrivée au pouvoir en 1997, s'est fait le chantre des mastodontes bancaires "too big to fail" ("trop gros pour faire faillite"). "*La solution à nos problèmes n'est pas de pendre vingt banquiers*", a déclaré Dear Tony, lançant un appel pour que cesse la chasse aux sorcières visant les seigneurs de l'argent.

Tony Blair n'est pas le seul "*ancien*" à qui la notion de conflit d'intérêts échappe totalement. L'ancien président américain démocrate Bill Clinton, que, pour simplifier, l'on pourrait cataloguer à gauche dans le sens américain du terme, fait des conférences hautement rémunérées par le monde de l'entreprise. L'ex-vice-premier ministre travailliste, architecte du New Labour, Lord Mandelson, est le missi dominici de la banque d'affaires Lazard.

Entre deux présidences du conseil italien, Romano Prodi a été engagé par Goldman Sachs. Depuis 2005, l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder représente la société russe Gazprom au conseil de surveillance du North-European Gas Pipeline, consortium russo- allemand chargé de la construction et de l'exploitation d'un gazoduc.

Proche de la gauche chrétienne syndicale, l'ex-chef de gouvernement belge Jean-Luc Dehaene a longtemps présidé le conseil d'administration du canard boiteux Dexia. Et la liste n'est évidemment pas exhaustive des convertis de gauche au "*capitalisme d'accès*".

Au lendemain du crash financier, au Royaume-Uni, c'est la droite qui a resserré la vis de la réglementation. David Cameron est parti en guerre contre les rémunérations excessives des banquiers, la spéculation,



l'évasion fiscale. Mais cela n'empêche pas le chef de la coalition tory - libérale-démocrate d'encourager le "revolving door", c'est-à-dire la pratique américaine des allers et retours entre Wall Street et Washington.

En effet, lors de son remaniement ministériel, le 4 septembre, trois anciens banquiers ou apparentés sont entrés au gouvernement. Seule la presse financière spécialisée a évoqué la nomination de Paul Deighton comme secrétaire d'Etat aux finances, de Sajid Javid au Trésor et de Greg Clark au poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires de la City. Le premier, directeur général des Jeux olympiques de Londres, a passé vingt-deux ans chez Goldman Sachs. Le deuxième a été un trader expert des produits dérivés à la Deutsche Bank. Quant au troisième, il vient du Boston Consulting Group, bureau conseil en management.

A priori, sur le plan juridique comme sur celui de la morale, il n'y a rien à redire sur ces nouveaux venus. Reste que la présence de professionnels de la finance au profil identique au sommet du ministère des finances peut poser problème.

Commentaire.

Comment vous osez en douter, Blair est un vrai "socialiste" puisque lorsqu'il était Premier ministre les partis ouvriers en Grande-Bretagne et en France (notamment) soutenait son parti aux élections, sans doute au nom d'un principe républicain ou de l'internationalisme prolétarien...

## Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 18 septembre 2012

### Grèce: l'austérité fait chuter le coût du travail (19.09)

Avec l'austérité imposée par ses bailleurs de fonds --comprenant coupes salariales et abaissement forcé du salaire minimum-- la Grèce est le seul pays de l'UE à avoir enregistré début 2012 une chute du coût unitaire du travail, indique Eurostat mardi. Les coûts unitaires du travail, c'est-à-dire ce qu'un employeur, entreprise ou administration, doit payer en coûts salariaux pour une heure de production, ont reculé de 11,5% au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de 2011, selon des données diffusées pour la première fois par Eurostat.

Ces chiffres pourraient constituer une matérialisation du gain de productivité recherché par les créanciers du pays pour tenter de relancer une économie à bout de souffle, avec une chute attendue du PIB cumulée de 25% sur la période 2008 et 2014, selon le ministre des Finances, Yannis Stournaras. A l'inverse, on a assisté à une hausse moyenne de 1,5% des coûts unitaires du travail dans les pays de la zone euro (17 pays), et de 1,4% dans les 27 pays de l'Union européenne pour la même période.

Dans les entreprises privées, au premier trimestre, le coût unitaire du travail a régressé de 8,9% et a chuté de 15,7% dans le secteur non-marchand, ce qui reflète l'ampleur des coupes salariales opérées dans la fonction publique sous la pression des différents plans d'austérité. Dans le privé, le secteur de la construction a subi les principales ponctions salariales, avec une chute de 18,4% du coût unitaire du travail au premier trimestre par rapport à la même période de 2011. Suivent l'industrie (-11,1%) et les services (-4,4%).

Selon la presse, le ministre des Finances Yannis Stournaras, qui négocie un nouveau paquet d'austérité avec les créanciers du pays, a exposé ces chiffres lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Nicosie vendredi dernier, soulignant qu'aucune nouvelle mesure de réduction salariale supplémentaire n'était nécessaire. Le salaire minimum a été réduit de 22% en Grèce, et de 32% pour les jeunes de moins de 25 ans, début 2012.

## Un article de Slate.fr du 18 septembre 2012

### Pourquoi l'Allemagne copine avec l'Ouzbékistan (19.09)

À l'occasion de la visite officielle, aujourd'hui, de membres du ministère fédéral allemand de la Coopération économique à Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, le quotidien berlinois Tageszeitung se penche sur les relations troubles qu'entretient l'Allemagne avec cette ancienne république soviétique.

Sous couvert d'aide au développement, le gouvernement allemand verse ainsi chaque année des millions d'euros à l'Ouzbékistan (7,5 millions d'euros en 2012), qu'il considère à la fois comme «un pays à l'importance stratégique pour la coopération allemande au développement» et comme l'«un des régimes les plus autoritaires» de la Communauté des États indépendants, qui regroupe onze anciennes républiques de l'ex-URSS. Le pays est dirigé depuis plus de 20 ans par le dictateur Islam Karimov. Le journaliste Marcus Bensmann rappelle:

*«Selon les indications de l'ONU, la torture est pratiquée de façon «systématique» en Ouzbékistan, il n'y aucune liberté de presse ni les prémisses d'une société de citoyens autonome. La désobéissance civile est réprimée par la violence. En 2005, lors du massacre d'Andijan, une ville de la province ouzbèke, les panzers ont fait feu lors d'une insurrection populaire et tué des centaines de personnes.»*

Mais le gouvernement allemand préfère visiblement fermer les yeux sur ces atteintes aux droits de l'Homme pour servir ses intérêts stratégiques. L'armée allemande, la Bundeswehr, ainsi que l'OTAN utilisent en effet la ville de Termez, au sud du pays, comme base pour leurs interventions en Afghanistan. C'est via l'Ouzbékistan que devraient avoir lieu l'an prochain une grande partie des retraits de troupes. L'Allemagne paye ainsi près de 16 millions d'euros de loyer annuel pour pouvoir utiliser l'aéroport de Termez.

Cette situation, dont les médias allemands parlent rarement, fait l'objet de critiques au sein de l'opposition. Interrogée par le Tageszeitung, la députée au Bundestag Viola von Cramon (Verts) dénonce l'attitude schizophrénique du gouvernement allemand:

*«Au regard des atteintes massives aux droits de l'Homme, le fait que l'Ouzbékistan soit traité comme un pays de coopération par l'Allemagne n'est pas justifiable.»*

Commentaire.

Mais qui aurait l'idée de demander à l'Allemagne de se justifier, puisque finalement tous les Etats entretiennent des liens "d'amitié" avec des dictatures ou des régimes tyranniques, par exemple le Qatar, l'Arabie SAoudite, Israël ou encore les Etats-Unis.

## Un article lemonde.fr du 18 septembre 2012

### D'où vient le traité budgétaire européen ? (19.09)

Pourquoi le pacte budgétaire, ou TSCG, pour traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'union économique et monétaire ? Il s'agissait de répondre à une double demande de l'Allemagne et de la Banque centrale européenne (BCE).

La chancelière allemande, Angela Merkel, a toujours conditionné l'aide aux pays en difficulté à de nouveaux progrès en matière de contrôle des choix budgétaires des Etats de l'euro. De son côté, Mario Draghi, le président de la BCE, avait appelé, fin 2011, à la mise en place d'un '*pacte budgétaire*', en laissant entendre qu'une telle démarche inciterait l'institut d'émission à agir davantage pour stabiliser l'union monétaire.

De manière générale, le nouveau traité vient surtout compléter les règles déjà en vigueur, un arsenal renforcé au fil de la crise des dettes souveraines. Traité ou pas, le cadre le plus contraignant reste le pacte de stabilité et de croissance, en vigueur depuis la création de l'union monétaire, en 1997. Assoupli en 2005 à l'initiative des Français et des Allemands, il a été durci en 2011, toujours à la demande de Mme Merkel.

C'est sur cette base que la Commission européenne et le conseil des ministres des finances (Ecofin) peuvent d'ores et déjà surveiller la politique budgétaire des Etats de l'Union européenne. Avec un double objectif : plafonner les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB) et l'endettement à 60 % du PIB.

Lors de la dernière refonte de ce pacte, les sanctions pour déficit excessif persistant ont été renforcées. Un '*semestre européen*' a été mis en place, qui permet à la Commission de donner son avis sur les projets de budget avant leur adoption par les parlements nationaux. Chaque gouvernement doit présenter son projet de loi de finances avant le 15 octobre.

Commentaire.

La question qu'on devrait poser devant les travailleurs et militants n'est pas celle de ce traité en soi ou abordé sous l'angle d'une abstraction qui aggraverait ou amplifierait les dispositions déjà présentes en grande partie dans "*le pacte de stabilité et de croissance, en vigueur depuis la création de l'union monétaire, en 1997*", mais de quelle manière il faut caractériser les partis qui le soutiennent et s'approprient à le ratifier, puis à l'appliquer, quelle est la nature de ces partis, dans quel camp sont-ils réellement, afin que les travailleurs et plus particulièrement les militants corrompus par les idées de la classe dominante qu'incarne le PS s'en détournent ou comprennent qu'il faut rompre avec ce parti et l'idéologie (capitaliste) qu'il véhicule, avec les institutions avec lesquelles il s'identifie, au même titre que l'UMP.

Sinon, comment voulez-vous que la conscience de classe des travailleurs et des militants progressent, comment voulez-vous qu'ils se situent sur leur propre terrain de classe en toute indépendance du PS ? Est-ce qu'un jour il y aura un parti ouvrier qui traduira ses paroles en actes ?

## Un article de Reuters du 19 septembre 2012

### Les OGM de Monsanto soupçonnés d'effets délétères sur la santé. (20.09)

Une étude, menée sur un échantillon significatif de 200 rats en France à l'université de Caen, suggère que la consommation de maïs OGM de la firme Monsanto provoque des effets dommageables pour la santé, comme des tumeurs mammaires et des troubles organiques des reins et du foie.

Le biologiste Gilles-Eric Seralini et ses collègues ont nourri des rats à l'aide de NK603, une variété de maïs génétiquement modifié et rendu résistant à l'herbicide Roundup, et les ont abreuvés d'eau contenant ce même herbicide à des taux autorisés aux Etats-Unis.

Les résultats, qui doivent être publiés dans le prochain numéro de la revue Food and Chemical Toxicology, montrent que les rats soumis à ce régime sont victimes d'une surmortalité par rapport à ceux exposés à un régime normal. Selon les chercheurs, le taux de mortalité prématurée est de 50% chez les rats mâles et 70% chez les femelles contre 30 et 20% dans le groupe témoin.

Les études menées jusqu'à présent sur l'éventuelle toxicité des OGM n'avaient pas permis de conclure que les organismes transgéniques constituaient une menace pour la santé.

Les nouveautés de l'expérience menée à Caen portent sur la taille de l'échantillon et sa durée de deux ans, soit le temps de vie d'un rat. Selon les biologistes français, ces paramètres donnent une image plus réaliste et plus autorisée que les précédentes études qui se résumaient à une période de 90 jours.

Monsanto avait déjà estimé que les expériences menées par les chercheurs français avaient abouti à "*des conclusions non fondées*" et qu'aucune preuve n'avait été apportée de leur dangerosité sur la santé de l'animal ou de l'homme.

La filiale française de Monsanto a dit à Reuters prendre très au sérieux toute nouvelle étude concernant ses semences mais ne pas souhaiter réagir sur le fond dans l'immédiat.

*"Dans le cas présent, il est trop tôt pour faire un commentaire sérieux car nous sommes encore en train d'évaluer la publication scientifique"*, écrit Yann Fichet, porte-parole de la firme américaine en France, soulignant que plus de 300 études sur l'alimentation OGM des animaux sont déjà disponibles.

Plusieurs voix se sont déjà élevées pour contester les résultats.

Tom Sanders, directeur du département des sciences nutritionnelles au King's College de Londres, note que Gilles-Eric Seralini et son équipe n'ont pas fourni de données chiffrées sur la quantité de nourriture donnée aux rats, ni sur leur taux de croissance.

*"Cette race de rat est particulièrement sujette aux tumeurs mammaires lorsque les ingestions de nourriture ne sont pas contrôlées"*, a-t-il dit.

*"Les méthodes statistiques sont inhabituelles et les probabilités ne permettent pas de comparaisons multiples. Il n'existe pas de projet d'analyse de données et il semble que les auteurs n'ont retenu que les chiffres les intéressants"*, a-t-il ajouté.

Mark Tester, professeur à l'université d'Adelaïde en Australie, s'est étonné que les précédentes études n'aient pas soulevé les mêmes inquiétudes.

*"Si les effets sont aussi importants que rapportés et que l'étude est vraiment pertinente concernant l'homme, pourquoi les Nord-Américains ne tombent-ils pas comme des mouches ?"* s'est-il interrogé.

*"Les OGM font partie de la chaîne alimentaire depuis une décennie là-bas et la longévité continue de s'accroître inexorablement"*, a-t-il poursuivi.

En France, où la mobilisation contre les organismes génétiquement modifiés est forte, les écologistes ont réagi en estimant que la France devait immédiatement saisir la Commission européenne *"pour lui demander de suspendre les autorisations de mise en culture et d'importation d'OGM"*.

José Bové, vice-président de la commission de l'Agriculture et du Développement Rural au Parlement européen, a jugé que cette étude *"montre enfin que nous avons raison et qu'il est urgent de revoir rapidement tous les processus d'évaluation des OGM."*

*"Les données fournies par Monsanto et les autres multinationales sont tout simplement biaisées et ne reposent pas sur des travaux scientifiques sérieux et fiables"*, dit-il.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a été saisie pour avis par le gouvernement, ont fait savoir les ministères de la Santé, de l'Ecologie et de l'Agriculture.

*"Cette étude semble confirmer l'insuffisance des études toxicologiques exigées par la réglementation communautaire en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits transgéniques"*, dit un communiqué.

Selon l'avis de l'Anses, attendu dans trois mois environ, le gouvernement pourrait demander aux autorités européennes la suspension de l'importation du maïs NK603, ajoute le communiqué.

Le maïs OGM NK603 est autorisé à l'importation en France et en Europe, où il est notamment utilisé dans l'alimentation du bétail.

Le Haut conseil des biotechnologies (HCB) et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) ont également été saisis.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confirmé samedi le maintien du moratoire sur la culture de semences génétiquement modifiées en France. Mais l'importation de certaines céréales génétiquement modifiées, qui entrent dans l'alimentation du bétail, est autorisée.

## Un article de Reuters du 19 septembre 2012

### L'Asie compte plus de riches que l'Amérique du Nord. (20.09)

Le nombre d'Asiatiques considérés comme riches a été pour la première fois l'an dernier supérieur à celui des Nord-Américains, bien que leur fortune globale ait légèrement baissé, selon un rapport publié mercredi par Pacific, Capgemini et RBC Wealth Management.

La région Asie-Océanie compte 3,37 millions de personnes disposant d'un million de dollars (765.000 euros) ou plus à investir, alors qu'on en recense 3,35 millions en Amérique du Nord et 3,17 millions en Europe, indiquent les auteurs du rapport.

Au total, les riches asiatiques - 54% d'entre eux sont au Japon, près de 17% en Chine et plus de 5% en Australie - disposent d'une fortune de 10.700 milliards de dollars (8.200 milliards d'euros) contre 10.800 milliards en 2010.

Leurs homologues d'Amérique du Nord les dépassent légèrement avec 11.400 milliards de dollars.

La crise économique n'épargne pas les riches : la richesse a baissé l'an dernier à Hong Kong (-20,1%) et en Inde (-18%). Elle a en revanche nettement progressé en Thaïlande (+9,3%) et en Indonésie (+5,3%). Au Japon, elle a crû de 2,3% et de 1,8% en Chine.

## Un article de liberation.fr du 19 septembre 2012

### Payer l'énergie, première difficulté des Français. (20.09)

La précarité énergétique gagne du terrain en France. Pour beaucoup de ménages, payer les factures d'électricité ou de gaz est désormais un souci quotidien. C'est même le premier motif de demandes d'aides recensées par les Centres communaux d'action sociale (CCAS), selon leur étude annuelle présentée hier. Et pour cause, à force de hausses répétées, le prix du gaz a augmenté de 31,2% entre 2008 et 2012. Plus largement, les deux tiers des CCAS observent une hausse des demandes d'aides.

Après l'énergie vient la question des loyers. Certains centres communaux s'inquiètent aussi de la «nette diminution» de la fréquentation des cantines scolaires ou des colonies de vacances pour des raisons financières. Aucun public n'est épargné par ces difficultés : les foyers avec enfants, les familles monoparentales et, surtout, les retraités sont de plus en plus fragilisés. Ainsi, plus de 60% des CCAS voient augmenter les demandes d'aides de personnes âgées isolées ou disposant de moins de 1 100 euros par mois.

Revenant sur les chiffres sur la pauvreté publiés par l'Insee début septembre, Patrick Kanner, président de l'Union nationale des CCAS (Unccas), a évoqué «*une situation explosive*». Le taux de pauvreté (personne vivant avec moins de 964 euros mensuels) est passé de 13,5% à 14,1% de la population. Mais le niveau de vie des 5% les plus aisés est reparti à la hausse (+ 1,3%). Pour Patrick Kanner, «*on ne pourra pas longtemps tenir avec ces écarts entre riches et pauvres, qui sont indignes de la cinquième ou sixième puissance économique mondiale*».



## Un article de Reuters du 21 septembre 2012

### Israël et USA pas touchés par le "geste" arabe sur le nucléaire. (22.09)

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un *"geste de bonne volonté"* leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large des efforts visant à débarrasser la région de toute arme nucléaire, ont dit des diplomates arabes.

Ce geste a toutefois été ignoré par Israël et les Etats-Unis, qui ont critiqué le fait qu'un débat sur *"les capacités nucléaires israéliennes"* ait été placé en tête du programme de l'assemblée annuelle de l'AIEA, qui réunit 155 pays.

Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais *"utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif"*, a dit le diplomate américain Robert Wood.

*"En fait, cela nous fait faire un pas dans la direction opposée"*, a-t-il ajouté.

Ce débat sur Israël sert uniquement à *"détourner l'attention de l'agence des graves problèmes liés au non-respect permanent de leurs obligations par deux autres pays de la région"*, a-t-il ajouté en allusion à l'Iran et à la Syrie.

Les ambassadeurs israélien, Ehud Azoulay et iranien, Ali Asghar Soltanieh, ont réciproquement accusé leurs pays de constituer *"une menace pour la paix et la sécurité"* dans la région.

Israël soupçonne l'Iran de vouloir se doter clandestinement d'un arsenal nucléaire. Les dirigeants de l'Etat hébreu laissent planer la menace d'une intervention militaire contre les sites nucléaires iraniens.

Téhéran affirme que son programme est purement pacifique.

Les pays arabes ont expliqué l'absence de projet de résolution contre Israël par leur volonté de ne pas saper le projet égyptien de conférence sur un Moyen-Orient sans arme nucléaire, qui pourrait avoir lieu en décembre à Helsinki.

La Russie a salué le *"signal constructif"* envoyé par les pays arabes.

Comme lors des années précédentes, une résolution soutenue par l'Egypte a été adoptée appelant à une adhésion de tous les Etats de la région au Traité de non-prolifération (TNP). Ce texte ne mentionnait pas explicitement Israël, qui, avec les Etats-Unis, a fait partie des huit pays s'étant abstenus lors du vote, contre 111 pays qui ont voté pour.

Commentaire.

Il existe bien un axe américano-sioniste contre le reste du monde, ceux qui l'ignorent ou ne veulent pas l'admettre en ont la preuve sous les yeux.

## Un article de l'AFP du 21 septembre 2012

### Coup d'envoi de la négociation sur la qualité de vie au travail. (22.09)

Comme prévu lors de la grande conférence sociale de juillet, les partenaires sociaux ont engagé vendredi la négociation visant à améliorer la qualité de vie au travail et l'égalité professionnelle, avec l'objectif de parvenir à un accord avant le 8 mars, journée de la femme.

*"Le but, c'est d'aller vers un accord qui ne soit pas laissé lettre-morte (...) et que les salariés voient ce qu'on a négocié, pas du blabla",* a assuré Jean-Michel Cerdan (CFTC), à l'issue de cette rencontre entre les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) et le patronat (Medef, CGPME et UPA).

*"Ce matin, on s'est mis d'accord sur le calendrier, la méthode de travail",* a-t-il poursuivi, précisant que les partenaires sociaux se réuniraient à peu près toutes les trois semaines avec une prochaine rencontre le 9 octobre.

Selon les syndicats, les employeurs ont soumis un document contenant six titres, et devant servir de base de travail.

Ce texte, consulté par l'AFP, stipule que l'objet de l'accord est *"d'améliorer les conditions dans lesquelles les salariés exercent leur travail et donc la performance économique de l'entreprise"*, une formule que certains syndicats désapprouvent.

Il fixe différents objectifs afin d'améliorer la qualité de vie au travail, notamment via le dialogue social, en définissant par exemple des indicateurs pour évaluer les résultats ou en encourageant un droit des salariés à l'expression directe.

Il vise également à *"atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes"* et à *"favoriser une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle"*.

Selon plusieurs syndicalistes, la question du temps partiel devrait échoir à la négociation parallèle sur la sécurisation de l'emploi.

Mais les syndicats souhaiteraient que cette question reste débattue dans le cadre de ces négociations. Certains insistent également sur la question du congé parental et de la santé au travail.

Selon Bernard Salengro (CFE-CGC), le représentant du Medef a expliqué vendredi vouloir un texte non contraignant.

Mais pour le syndicaliste, la qualité de vie au travail doit être vue comme *"autre chose qu'une cerise sur le gâteau: non seulement, ça améliore la vie des gens, mais ça améliore l'économie et le fonctionnement de l'entreprise"*.

*"Tout l'enjeu, c'est de savoir si on considère que c'est un sujet qui est à la mode et on va faire quelque chose de cosmétique"* ou un vrai enjeu, a-t-il lancé.

Pour la CGT, le premier objectif est de *"faire bouger les choses en entreprise, avec plus de droits pour les salariés"*. *"On ne veut pas juste des déclarations d'intention"*, a estimé Ghislaine Richard, sa représentante.

Patrick Pierron, de la CFDT, est confiant: *"il y a une convergence de vues, un diagnostic partagé"*. *"On veut principalement aboutir à ce que l'organisation du travail soit discutée entre salariés et managers de proximité. Je pense qu'aujourd'hui c'est mûr pour le patronat, ce qui est une avancée qualitative énorme"*, a-t-il fait valoir.

## Un article Reuters du 24 septembre 2012

### L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "attaqué par des lobbies" (25.09)

Le professeur Gilles-Eric Séralini, qui a dirigé une étude choc sur la toxicité d'un OGM, en cours d'examen par les autorités sanitaires, s'est dit lundi "attaqué de manière extrêmement malhonnête par des lobbies" en réponse aux critiques sur son étude dévoilée mercredi.

"Je suis attaqué de manière extrêmement malhonnête par des lobbies qui se font passer pour la communauté scientifique. C'est le même lobby qui a permis l'autorisation de ces produits et qui est activé par les entreprises de biotechnologies", a estimé l'universitaire de Caen interrogé par l'AFP.

"C'est une entreprise de salissement de l'individu pour essayer de discréditer son travail parce que la conséquence, ce serait qu'on les (les entreprises de biotechnologies, nldr) oblige à faire des études à long terme", a ajouté M. Séralini, répétant qu'il venait de publier "l'étude la plus longue et détaillée jamais faite sur un OGM".

Cette étude du maïs NK 603 et du Round Up, produits par Monsanto et importés en Europe, menée sur 200 rats pendant deux ans, a été publiée dans la revue "Food and Chemical Toxicology", qui a aussi publié par le passé des travaux favorables aux OGM.

Il est en particulier reproché à cette étude de porter sur un trop petit nombre de rats: des groupes de 10 rats soumis à des traitements différents, et sur une race de rats qui a tendance plus que d'autres à développer des tumeurs.

"Toutes les études du monde sont faites là-dessus (des échantillons de 10, nldr). Le NK 603 a été autorisé sur cette base. Si on ne peut pas tirer de conclusions il faut aussi tout de suite interdire tous les OGM", répond le professeur qui ajoute que "la pomme de terre OGM de BASF a été autorisée avec des tests sur cinq rats".

"Tout ceux qui ont aboyé (contre l'étude) sont à l'origine de l'autorisation de ces produits, et ils l'ont fait sur la base de tests sur la même souche rat, avec des échantillons de 10 rats pendant seulement trois mois et avec pas avec autant de tests", ajoute M. Séralini, "c'est ridicule".

Le professeur se dit "conscient" que son étude "a ses limites et je l'ai dit dans mon livre" (à paraître mercredi). "On pourrait faire (des groupes de) 50 rats mais c'est aux pouvoirs publics de financer, ça ne peut plus être un laboratoire indépendant qui finance 20 millions d'euros", a-t-il ajouté.

Dans son étude les groupes de rats traités "meurent plus tôt sauf un, qui présente des problèmes rénaux graves", insiste le chercheur qui a observé chez les rats traités "une explosion" des tumeurs ou des affections des reins et du foie au 11e et 12e mois, qui correspond à l'âge de 35/40 ans chez l'homme.

"Et on ne se base pas que sur ces courbes de mortalité ou de tumeurs. C'est corroboré statistiquement par la biochimie et par l'observation d'organes et de tumeurs sur 200 rats. On sait de quoi les rats sont morts", ajoute M. Séralini qui réaffirme que son étude "conclut clairement que la toxicité de cet OGM est prouvée".

L'étude a coûté plus de 3 millions d'euros, financés notamment par les fondations Ceres et la Fondation Charles Leopold Meyer pour le progrès pour l'homme. Auchan et Carrefour l'ont également aidée.

Les fonds ont été gérés par le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen), "indépendant des compagnies de biotechnologies" et dont M. Séralini préside le conseil scientifique.

## Un article de l'AFP du 24 septembre 2012

### Italie: Mario Monti décidé à donner un coup de fouet à la compétitivité. (25.09)

L'Italie est l'un des rares pays développés où la productivité du travail a stagné ces dernières années et le chef du gouvernement Mario Monti a fait de ce handicap l'un des chantiers majeurs de son mandat, au risque de bousculer les partenaires sociaux.

M. Monti a saisi lundi l'occasion de la présentation à Rome d'un rapport de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) développant ce thème pour réaffirmer son credo, selon lui vital si le pays, en pleine récession, entend s'extraire de la crise.

"Je reprends à mon compte le constat alarmant de l'OCDE", a-t-il déclaré au sujet de l'étude, qui montre l'Italie au dernier rang des pays développés en termes de gains de productivité depuis 1995, ce qui se traduit par un déclin relatif du PIB par habitant vis-à-vis des autres nations.

"Tandis qu'au cours de la décennie ayant précédé la crise, la productivité relative s'est généralement améliorée dans les pays concurrents en zone euro, en Italie, elle a stagné", a déploré M. Monti.

"Ce développement s'est généralisé et a frappé tous les secteurs. La distance entre nous et l'Allemagne, la France ou l'Espagne a progressivement augmenté", a-t-il noté.

Tandis que les autres pays méditerranéens et l'Irlande ont procédé au début de la crise à "un ajustement radical" du coût du travail (en abaissant les salaires, ndr), l'Italie n'en a rien fait, a-t-il souligné.

Conséquence: la courbe de l'indicateur du coût du travail unitaire italien diverge de celle de la plupart des pays européens, dénotant "une moindre réponse des salaires réels à la récession et suggère une rigidité à la baisse dans la formation des salaires", note l'OCDE.

Et ceci "en dépit de plusieurs accords salariaux destinés à faire en sorte que les salaires évolueraient plus en ligne avec la productivité", relève l'étude.

Pour M. Monti, il s'agit là d'un "point-clé", qui démontre que les pouvoirs publics, en dépit de toutes les réformes entreprises ces derniers mois -- que l'OCDE a saluées-- ne peuvent pas seuls hisser l'Italie hors de la récession, et que entreprises et salariés doivent impérativement faire leur part du travail.

Ces dernières semaines, les partenaires sociaux ont été "encouragés à mettre ce thème de la productivité au centre de leurs négociations", a-t-il rappelé, invitant les intéressés à "aborder ce thème de façon courageuse et sans préjugés".

Des contacts initiaux entre syndicats et patronat ont déjà eu lieu à ce sujet et une rencontre la semaine prochaine permettra "d'entrer dans le vif du sujet", a indiqué lundi le président de l'organisation patronale Confindustria, Giorgio Napolitano.

La controverse sur l'avenir des usines Fiat en Italie, qui fait les gros titres depuis plus d'une semaine en Italie, pourrait bien resurgir à cette occasion.

M. Monti a précisé dans son discours lundi que le thème de la compétitivité avait été au coeur de sa rencontre de samedi avec le patron du constructeur Sergio Marchionne. Loin d'aider financièrement le groupe, il s'agit de créer un "contexte permettant de préserver une présence industrielle de Fiat en Italie", a-t-il précisé.

Selon des sources gouvernementales citées par l'agence Ansa, M. Monti entend utiliser ce dossier emblématique comme "bulldozer" dans les négociations entre entreprises et syndicats sur la compétitivité et prendre le pouls de leur détermination à faire avancer le dossier.

## Un article de l'AFP du 24 septembre 2012

### Scandale financier en Italie: la "gouverneure" part, tempête sur le parti de Berlusconi. (25.09)

La présidente de la région de Rome, membre de pointe du Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi, a démissionné lundi en raison d'un vaste scandale financier frappant son groupe au parlement régional, provoquant un scrutin local anticipé à haut risque pour ce parti.

Renata Polverini, une ancienne syndicaliste élue pour cinq ans en mars 2010, a annoncé sa démission "irrévocable" devant la presse, en affirmant vouloir mettre fin à l'utilisation laxiste des financements régionaux par le groupe parlementaire local du PDL.

Une enquête a été ouverte il y a plusieurs semaines par le parquet de Rome contre une dizaine de conseillers régionaux de ce parti soupçonnés de malversations financières, allant des fausses factures au détournement de fonds.

*"Je mets fin au parcours d'un conseil (régional) qui n'est plus digne de représenter le Latium (NDLR: nom de la région de Rome). Ces messieurs je les renvoie tous à la maison", a-t-elle dit en ajoutant: "je pars la tête haute, je n'ai rien à faire avec ces malfaiteurs".*

Les magistrats enquêtent sur des versements issus des caisses de la région au profit de ces conseillers PDL sous l'intitulé "*fonds destinés au fonctionnement du groupe*" pour un total approchant les 6 millions d'euros sur deux ans.

Les médias ont fait leurs choux gras des dépenses somptuaires de certains conseillers: restaurants, hôtels, achats de bijoux, bals masqués où le champagne coulait à flot et où des hommes en toge romaine portant des masques en forme de tête de cochon embrassaient de jeunes vestales dénudées.

Les noms des conseillers ont été livrés à la justice par l'ex-chef du groupe parlementaire régional, Franco Fiorito, surnommé "*Batman*", soupçonné d'appropriation illicite de fonds publics pour environ un million d'euros. Le successeur de Fiorito, Francesco Battistoni, également éclaboussé par l'affaire, a démissionné la semaine passée.

*"Nous étions tous arrivés ici propres et jamais je n'aurais pu imaginer qu'on puisse se lancer dans des dépenses aussi inconsidérées et luxueuses", a déploré Mme Polverini.*

Franco Fiorito, qui nie tout détournement de fonds, s'est présenté la semaine passée devant le parquet avec une multitude de factures, lettres et emails reçus de divers conseillers pour lui demander de l'argent ou des pistons.

Selon la presse, M. Fiorito loue au moins trois appartements à Rome, possède une villa au bord de la mer, un yacht ainsi que plusieurs voitures de luxe et au moins un appartement en Espagne.

Après avoir menacé à plusieurs reprises de partir, au fur et à mesure que la presse révélait les détails du "*Laziogate*", Mme Polverini a jeté l'éponge quand lundi en fin d'après-midi les conseillers régionaux centristes, alliés de sa majorité, ont annoncé qu'ils ne la soutenaient plus.

En fin de semaine dernière quand elle avait déjà mis sa démission dans la balance, Silvio Berlusconi l'en avait dissuadée pour éviter des élections anticipées et Mme Polverini s'était limitée à changer quelques têtes et à tailler dans les fonds alloués aux groupes parlementaires.

M. Berlusconi voulait à tout prix éviter un scrutin à risque dans la région de Rome avant les législatives prévues en avril 2013, redoutant un effet boule de neige sur le PDL déjà très mal en point depuis la démission du Cavaliere en novembre 2011, en pleine tourmente sur la zone euro.

Angelino Alfano, dauphin désigné de M. Berlusconi, a salué le geste de Mme Polverini, affirmant qu'elle a accompli "*un geste de grande dignité alors qu'elle n'a commis aucun acte immoral ou illégal*".

### **Complément lepoint.fr du 24.09**

Moins baroque, le scandale milanais concerne le très puissant gouverneur de la région Lombardie, Roberto Formigoni. Gérant la santé publique, les régions financent les cliniques privées au titre du remboursement des actes conventionnés. Entre 2002 et 2011, la Lombardie a donc versé à la clinique Maugeri 196 millions d'euros. Mais les magistrats ont découvert qu'une partie - 60 millions - de ces financements, censés rembourser des soins, sont passés sur les comptes d'un homme d'affaires, Pierangelo Dacco. Or non seulement Dacco est un ami intime de Roberto Formigoni, mais les enquêteurs ont acquis la certitude qu'il a financé à hauteur de 5 millions d'euros les dépenses privées du gouverneur : vacances de Noël aux Caraïbes ou en Terre de Feu, locations d'avions privés, disponibilité exclusive d'un yacht, week-ends à Paris, restaurants de luxe... et quelques enveloppes de liquide pour les faux frais. Pour le parquet, ces 5 millions de "*cadeaux*" sont un retour d'ascenseur pour le généreux financement de la clinique Maugeri.

Un spectacle désolant qui alimente l'hostilité à la politique et le rejet de ce que les Italiens appellent avec mépris "*la caste*". Aujourd'hui, 64 % des Transalpins se disent écoeurés et déclarent ne plus vouloir voter pour les partis traditionnels.

## Un article de Reuters du 24 septembre 2012

### La crise a condamné un tiers des boutiques du centre d'Athènes. (25.09)

Près d'un tiers (31%) des magasins du centre d'Athènes ont fermé en raison de la crise économique en Grèce, montre lundi une étude réalisée en août par la Fédération grecque du Commerce (ESEE).

Ces difficultés des commerçants sont notamment dues à la chute du pouvoir d'achat en Grèce en raison de la cure de rigueur imposée par les gouvernements successifs depuis 2010 en échange d'une aide financière internationale.

L'étude pointe aussi du doigt la raréfaction des crédits accordés par les banques et les manifestations régulières contre la politique d'austérité, qui entravent l'accès aux boutiques de ce "*triangle commercial*" proche de la place de la Constitution (Syntagma).

"*Rien n'indique que ce pourcentage va baisser et c'est très inquiétant*", a déclaré Vassilis Korkidis, président de l'ESEE.

Il estime que 68.000 commerces ont définitivement baissé leurs rideaux depuis début 2011 dans l'ensemble du pays.

"*L'hiver sera très difficile, peut-être le plus difficile de ces trois dernières années*", a-t-il dit à Reuters. "*De nombreux commerces n'y résisteront pas.*"

Dans les rues commerçantes piétonnes du centre de la capitale grecque, les vitrines de nombreuses boutiques sont obstruées par des planches. Sur d'autres s'étalent de larges bandeaux sur lesquels on peut lire "*Tout doit disparaître*".

La proportion de magasins fermés dans les principales artères commerçantes d'Athènes a atteint des niveaux records en août, 34,7% dans la rue Panepistimiou et 42% pour la rue Akadimias.

## Un article de okeanews.fr du 24 septembre 2012

### Énorme scandale en Grèce : 3 hommes politiques seraient impliqués dans le blanchiment de 10 milliards d'euros (25.09)

Le scandale sismique vient de RealNews (real.gr) et risque de faire trembler un gouvernement déjà fragile.

Trois hommes politiques de premier plan, l'actuel Président du Parlement, Evangelos Meimarakis (Nouvelle Démocratie) et deux anciens ministres du gouvernement 2004 de Karamanlis (Nouvelle Démocratie) , Michalis Liapis, ancien ministre des transports et des communications et George Voulgarakis, ancien ministre de l'ordre public, seraient impliqués dans le blanchiment de 10,2 milliards d'euros, à travers le groupe de Joannis Karouzos.

Selon RealNews, les trois anciens ministres ainsi que Karouzos achetaient et vendaient des biens immobiliers de luxe. Mais le groupe aurait servi de vitrine masquant des activités beaucoup moins légales : du blanchiment d'argent issu des subventions de l'Etat .

Selon RealNews, des témoignages sous serment et des plaintes décrivent que jusqu'en 2004 le groupe de Karouzos avait une activité limitée. Selon ces mêmes témoins, a partir de 2005, Karouzos aurait obtenu des emprunts et aurait montré des signes d'une richesse dont l'origine reste inexplicée.

Selon RealNews, les trois hommes politiques sont impliqués dans une plainte venant de Joseph Livanos qui date d'octobre 2010. Livanos, agent immobilier et ancien collaborateur de Karouzos :

- " *Les trois ministres ont pris part dans l'investissement de biens immobiliers, ainsi que Nicholas Tsakos [ndlr : entrepreneur] qui, avec la femme de Karouzos, a eu la tâche de faire sortir l'argent de la Grèce dans les paradis fiscaux via une banque étrangère et des sociétés offshore.* "

Selon RealNews, Livanos indique dans sa plainte :

- " *Avec une grande surprise, Karouzos m'a dit que les trois ministres étaient : son témoin de mariage [ndlr : Koubaros en grec] Evangelos Meimarakis, George Voulgarakis et Michalis Liapis et m'a indiqué que l'entrepreneur était Nichoalos Tzakos. Il m'a dit aussi que l'argent qui sortait de grèce représentait un montant total de 10 milliards et 270 millions d'euros. 250 millions d'euros de cette somme se trouvent dans des banques en Angleterre, et l'argent de Karouzos et de sa femme Rebecas Skartoura est une infime partie de l'argent détourné.* "

Selon RealNews, les plus grosses accusations viennent d'un autre ancien collaborateur de Karouzos, George Zografaki qui est désormais le propriétaire des 19 entreprises de Karouzos. Dans une lettre destinée à SDOE, il indique que le vrai but du groupe Karouzos était de voler l'argent public et de blanchir l'argent des anciens ministres qui détournaient les subventions de l'Etat (principalement de défense) via leurs ministères. Ils avaient créé un réseau dans tous les niveaux du pouvoir ainsi que dans les instances de la justice. L'argent qu'ils prenaient des pots de vin était ensuite reversé dans le groupe de Karouzos. Ensuite, deux représentants du groupe avaient la tâche de blanchir l'argent et de l'envoyer dans les paradis fiscaux après un court passage dans un pays proche de la Grèce. Les 2 employés prenaient une commission sur le montant de l'argent qu'ils faisaient sortir. Mais les capitaux qui entraient dans le groupe Karouzo n'étaient pas utilisés dans l'achat de biens. Cet argent passait dans le groupe et une fois blanchi, partait à l'étranger, comme les commissions, et le partage se faisait également à l'étranger. Chaque fois qu'ils envoyaient de l'argent à l'étranger, ils prenaient des emprunts qui permettaient de justifier une somme d'argent légale. L'argent sale équivalait au montant de l'emprunt partait à l'étranger et l'argent des emprunt, légal, était lui ré-investi dans des biens immobiliers en Grèce.

Selon RealNews, Zografakis ne précise aucun nom d'homme politique mais indique que chacun avait son rôle au sein du réseau. Les anciens ministres avaient le pouvoir d'obliger les banques de l'Etat d'aider le groupe pour prendre ces emprunts illégaux et laver leur propre argent sale. Ces banques, a part les emprunts qu'elles donnaient au groupe, fournissaient également des alibis à une banque privée d'un pays proche en fournissant des documents qui « *prouvaient* » que l'argent était légal. De cette manière, la banque étrangère fermait les yeux et envoyait les capitaux via des compagnies chypriotes offshore à l'étranger.



Quand le réseau a obtenu des bénéfices immenses, le couple Karouzos et les anciens ministres ont décidé de mettre le groupe en faillite pour effacer toute trace d'illégalité. Zografaki aurait essayé d'éviter la faillite mais Karouzos lui aurait proposé de participer au blanchiment, sous condition d'arrêter de s'occuper de sauver le groupe.

- *"Il m'a dit que l'argent que les anciens ministres lui ont confié est d'un montant de plus de 10 milliards d'euro et qu'il avait le code. Il m'a proposé de prendre la part que je voulais pour que j'arrête de m'occuper du sauvetage du groupe et surtout pour arrêter de regarder les fraudes du passé. Il me disait que même si ce n'est pas ma faute, si tout cela sortait, je serai impliqué."*

Les trois hommes politiques ont bien évidemment nié leur implication dans ce scandale et attaquent le quotidien en justice. Mais la démission d'Evangelos Meimarakis serait déjà évoquée, ce qui serait un séisme politique à l'heure des discussions tendues au sein de la coalition et avec la troïka.

Cette information a été dévoilée alors que le SDOE, la brigade financière grecque, a annoncé avoir une liste d'une trentaine de noms d'hommes politiques qui seraient impliqués dans des affaires de corruption. Une liste qui n'a pas encore été dévoilée de manière officielle mais qui laisse supposer d'autres scandales à venir.

A l'heure où le gouvernement cherche à économiser 11.5 milliards d'euros en proposant des mesures d'austérité toujours plus criminelles, ces 10,2 milliards d'euros détournés, si l'information devait être confirmée, ajouteraient probablement de l'huile sur un feu déjà intense : les manifestants grecs crient depuis 2 ans « *Voleurs, Voleurs, Voleurs* » en lançant des Moutza.

Il semblerait qu'ils ont bien raison. Mais qui en doute encore ?

Dernières minutes.

Meimarakis (Nouvelle Démocratie) « *suspend* » ses fonctions de président du Parlement a cause de l'enquête de corruption et de blanchiment d'argent menée par les autorités. Il a demandé au vice-président du Parlement pour le remplacer pendant toute la durée de l'enquête.

## Un article de [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) du 26 septembre 2012

### "CleanIT" : le nouveau projet qui va faire bondir les internautes (27.09)

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ce groupe de réflexion européen propose notamment d'interdire les pseudos et avatars sur les réseaux sociaux.

Après Hadopi, après Acta, voici venir CleanIT, le nouveau projet européen de réglementation du web qui risque de faire bondir les internautes et les défenseurs des libertés publiques sur internet.

Il y a maintenant deux ans, le Programme de Commission européenne pour la prévention et la lutte contre la criminalité avait mandaté un groupe rassemblant responsables gouvernementaux et représentants du secteur privé afin de réfléchir aux moyens de lutter contre le terrorisme sur internet. Pour ce faire, le projet, baptisé "CleanIT", et mené par le responsable néerlandais de l'anti-terrorisme But Klaasen, avait été doté d'un budget de 400.000 euros.

Depuis, ce groupe de réflexion travaille discrètement, rendant régulièrement des rapports d'étapes qui n'ont jusqu'à présent été que très peu médiatisés. Mais la semaine dernière, l'association de défense des libertés sur internet European Digital Rights (EDRI) a mis la main sur un nouveau rapport jusqu'à présent tenu secret et comportant des propositions assez étonnantes, voire "ridicules" ou "effrayantes" selon certains, qui risquent en tous cas de provoquer une levée de boucliers chez les défenseurs du web.

En effet, pour lutter contre le terrorisme, CleanIT propose ainsi tout simplement de bannir tout "contenu terroriste". Or, cette idée suppose tout d'abord de trouver une définition commune à tous les pays d'Europe du terrorisme et de ce que peut-être un "contenu terroriste", au risque dans certains cas de violer la liberté d'expression de certains groupes. En outre, le projet propose d'également rendre illégal le simple fait de faire un lien hypertexte vers de ces "contenus terroristes".

CleanIT entend également mettre la pression sur entreprises du web en assimilant le fait d'avoir un groupe terroriste dans ses clients à une aide financière au terrorisme. Ainsi, le fait de "fournir des services internet" à l'un de ces groupes serait qualifié "d'aide économique (...) et serait donc un acte illégal".

Parmi les autres mesures proposées risquant de déclencher un tollé figurent notamment le fait d'obliger les entreprises du web "n'autoriser que les vrais noms" des internautes, ce qui reviendrait à interdire tout pseudo, l'obligation de mettre sa vraie photo sur les réseaux sociaux ou encore l'obligation d'inclure dans les navigateurs un "bouton d'alerte"...

Autant de mesures qui semblent inapplicables à moins de mettre internet sous tutelle des Etats ainsi que sous surveillance généralisée. "CleanIT" précise que son but n'est pas d'édicter des règles contraignantes mais de proposer une série de mesures et de principes destinés à guider les Etats membres dans leur travail législatif.

Commentaire : j'ai mis en ligne ce document (en anglais).

## Un article de [lexpansion.com](http://lexpansion.com) du 26 septembre 2012

### La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)

18% des saisines du Médiateur de l'énergie au premier semestre étaient liées à des difficultés de paiement, contre 15% l'an dernier. La dette moyenne des personnes en difficultés en paiement a bondi de 20% à 2.266 euros.

La précarité énergétique s'est encore aggravée au premier semestre, selon les chiffres publiés mercredi 26 septembre par le Médiateur national de l'énergie, qui avait déjà mis en garde au début de l'année contre la montée de ce phénomène préoccupant.

Quelque 18% des saisines du Médiateur sur les six premiers mois de l'année étaient liées à des difficultés de paiement, contre 15% l'an dernier, indique cet organisme de protection des consommateurs dans sa dernière lettre d'information parue mercredi. Par ailleurs, la dette moyenne des personnes en difficultés en paiement est passée à 2.266 euros sur le semestre, contre 1.900 euros en 2011, soit un bond d'environ 20%.

Ces chiffres confirment le diagnostic déjà dressé en mars par le Médiateur, qui avait mis en garde contre la montée de la précarité énergétique en raison de la crise économique et de la flambée des prix de l'énergie.

Pour lutter contre ce phénomène, la majorité veut étendre les tarifs sociaux de l'énergie de quelque 650.000 foyers bénéficiaires actuellement à 4 millions de ménages (soit huit millions de personnes), dans le cadre de la loi sur le "*bonus-malus*" ou "*tarif progressif*" de l'électricité et du gaz, dont l'examen par les députés doit normalement débiter ce mercredi.

Le Médiateur est une autorité administrative indépendante lancée en 2008, qui peut être saisie par les consommateurs de gaz et d'électricité en cas de litiges avec leurs fournisseurs d'énergie.

## Un article de l'AFP du 27 septembre 2012

### Le chômage, une réalité condamnée à être sous-évaluée par la statistique. (28.09)

Combien y a-t-il de chômeurs en France? Alors que le cap des trois millions a été franchi pour les seuls demandeurs d'emploi sans activité inscrits à Pôle emploi en métropole, associations et syndicats évoquent des chiffres bien supérieurs, que la statistique peine à évaluer.

Une seule chose est sûre: ce chiffre symbolique des demandeurs d'emploi dits de catégorie A, qui retient chaque mois l'attention, n'est qu'un plancher. Et la partie émergée de l'iceberg.

Si on considère les seules données mensuelles de Pôle emploi (qui ne recense que les chômeurs inscrits accomplissant des "*actes positifs de recherche d'emploi*"), le chiffre grimpe déjà à 3,259 millions en incluant les ultra-marins. Il culmine à 4,776 millions si on y ajoute les inscrits exerçant une activité réduite, outre-mer compris (B et C).

Restent aussi les 237.000 demandeurs d'emploi dispensés d'actes positifs de recherche (catégorie D). L'addition excède alors 5 millions.

Pourtant, ce calcul laisse encore beaucoup de chômeurs de côté: manquent ainsi à l'appel de nombreux jeunes qui n'ont droit à aucune indemnisation et ne voient pas l'intérêt de pointer, ou encore les chômeurs de longue durée et allocataires des minima sociaux découragés.

Alors qu'on dénombre plus de 2 millions de bénéficiaires du RSA, seuls quelque 680.000 figurent sur les listes du service public de l'emploi.

En outre, chaque mois, une cohorte d'inscrits sort par erreur des listes... Avant de se réinscrire le mois suivant.

La présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi, Marie-Claire Carrère-Gée, dénonçait récemment, à l'instar de nombreux économistes et sociologues, "*les évolutions particulièrement erratiques et inexplicables de certains chiffres concernant les sorties de Pôle emploi, cela depuis plusieurs mois*".

En août, plus de 196.000 personnes ont ainsi disparu après n'avoir pas actualisé leur dossier. Plus de 38.000 ont en outre été radiés, tandis que 46.000 autres disparus entrent dans une mystérieuse catégorie "*autres cas*", pour laquelle Pôle emploi ne dispose d'aucune information.

"*On donne trop d'importance aux chiffres mensuels. Le trimestriel de l'Insee est sans doute plus robuste et plus comparable dans le temps, car il ne dépend pas de changements d'ordre administratif ou d'une politique*", estime l'économiste Paul Champsaur, qui chapeaute l'Institut national de la statistique.

L'Insee publie chaque trimestre une projection à partir d'une enquête réalisée auprès de 100.000 personnes, selon les normes du Bureau international du travail (BIT), qui ne retient que les personnes sans aucune activité.

Pour le deuxième trimestre, en métropole, il estimait à 2,8 millions le nombre de chômeurs.

A ces derniers, il faudrait toutefois ajouter, pour 2011, 850.000 personnes évoluant, selon l'institut, dans le "*halo du chômage*", sans remplir tous les critères du BIT.

Considérant ces indicateurs trop restrictifs, la CGT, à l'instar des associations (MNCP, AC!, APEIS), évalue de son côté les chômeurs à plus de 5 millions.

Le collectif Les autres chiffres du chômage (ACDC) préfère lui parler de "*chômage total et d'emploi inadéquat*" (bas salaires, sous-emploi...), et avance le chiffre de 12,7 millions (45% de la population active).

Pour Pierre Concialdi, économiste à l'Ires et membre d'ACDC, "*la frontière entre chômeurs et non chômeurs n'est plus pertinente pour poser la question de l'emploi, qui implique au fond d'avoir un revenu suffisant pour vivre*".